



# CRISE

juin 2026 - n°48

**L'accord entre  
les « Gardiens de la Révolution »  
et Donald Trump ne pourra pas empêcher  
la révolution iranienne !... p.3**

**Positions de la gauche iranienne  
sur l'accord entre la république islamique  
d'Iran et les États-Unis de juin 2026... p.17**

**La Gauche française et l'Iran :  
affirmer la subjectivité révolutionnaire,  
affirmer le matérialisme dialectique  
comme vision du monde... p.47**

Nous avons parlé, au moment de la pression américaine sur le Venezuela, d'une manière de faire la guerre sans faire la guerre. Voici l'autre pôle dialectique, avec le nouveau rapport entre l'Iran et les États-Unis : faire la paix sans faire la paix.

C'est conforme à une situation historique où tout se brouille, tout s'entremêle, tout se condond. C'est propre à la crise générale du capitalisme, dont l'aboutissement ne peut être que la guerre impérialiste de repartage du monde, à moins qu'une nouvelle vague de la révolution mondiale l'empêche, en sachant qu'elle est sinon inévitable ensuite.

Comme le disaient les camarades chinois dans les années 1970, ou bien la révolution empêche la guerre, ou bien la guerre provoque la révolution.

Cela veut dire, bien entendu, une polarisation des contradictions et voilà pourquoi l'Iran est passé, avec la guerre, du régime des mollahs à celui des « Gardiens de la Révolution ». C'est la faction la plus terroriste qui a pris le pouvoir dans le capitalisme bureaucratique iranien.

# éditorial

Bien entendu, à court terme, cela indique que la république islamique d'Iran est plus forte que jamais. Cependant, c'est une situation de « nexus » dialectique et la révolution iranienne va émerger historiquement comme seule alternative.

Nous sommes très fiers de ne pas avoir abandonné les intérêts des masses iraniennes au nom d'un « anti-impérialisme » petit-bourgeois ou plus directement pro-chinois ; nous savons que les masses font l'Histoire et nous avons entièrement confiance en la révolution iranienne, qui inévitablement triomphera par les armes du régime terroriste.

Nous encourageons à visiter les sites suivants :

[vivelemaoisme.org](http://vivelemaoisme.org)

[materialisme-dialectique.com](http://materialisme-dialectique.com)

# L'ACCORD ENTRE LES « GARDIENS DE LA RÉVOLUTION » ET DONALD TRUMP NE POURRA PAS EMPÊCHER LA RÉVOLUTION IRANIENNE !

Début mars 2026, le président américain Donald Trump expliquait qu'il n'accepterait de la part de la république islamique d'Iran qu'une « capitulation sans conditions ». Mi-juin 2026, il se voit dans l'obligation d'établir un accord avec celle-ci, qui dans le fond ne change pas grand-chose et rétablit surtout la situation d'avant l'intervention américaine.

Beaucoup de commentateurs considèrent que c'est un recul de la part des États-Unis et même une défaite pour Donald Trump. Le régime iranien est resté en place, il peut prétendre davantage qu'avant contrôler le détroit d'Ormuz.

Les États-Unis ont dépensé une fortune au cours de la guerre, autour de cent milliards de dollars, tout cela pour constater que désormais la république islamique d'Iran peut utiliser des missiles et des drones dans tout le Moyen-Orient.



Tout cela ne semble donc pas fameux et Donald Trump apparaît comme un vantard et un prétentieux, à la tête d'une administration américaine qui semble désorganisée et peu efficace. Une telle approche des choses amène toutefois à rater l'essentiel.

En effet, cet accord n'a été rendu possible que par une seule chose, dont personne ne parle absolument jamais : la peur de la révolution iranienne.

## L'accord entre les États-Unis et la république islamique d'Iran se fonde sur la peur de la révolution iranienne

La superpuissance impérialiste américaine veut bien sûr faire tomber le régime iranien, *mais pas à n'importe quel prix*. Il y a toujours quelque chose qui unit les dominants : la peur de la mobilisation de masse, la peur des masses en armes, la peur des masses qui utilisent leurs armes.

De par les contradictions en Iran, si une révolution se produit – et elle se produira inéluctablement – la déflagration serait immense (elle sera immense !). Par conséquent, les États-Unis ne veulent pas jouer avec le feu et préfèrent reculer plutôt qu'installer une situation où ce ne serait plus leur victoire, mais une combinaison d'effondrements de l'Iran, avec les masses qui se mettent en mouvement. Il y a ici une *convergence* réactionnaire du régime iranien et des États-Unis.

Il faut se rappeler d'ailleurs de pourquoi les États-Unis sont intervenus, avec Israël, au début de l'année 2026. Cela suit directement *les immenses mobilisations de masse dans absolument tout le pays, avec une répression sanglante*. Combien de gens ont été tués ? On ne le sait toujours pas, mais le chiffre doit tourner autour de 15 000, allant jusqu'à 35 000 possiblement.



Combien de gens ont été blessés ? Sans doute dix fois plus. Ce qui montre bien que les manifestations, qui se sont tenues dans absolument tout le pays, présentaient un aspect de dimension nationale ; le peuple a été gravé par cet événement historique et il l'est encore dans sa chair. Cela a été l'actualité puissante de l'histoire iranienne et cela ne peut pas être effacé.

Un tel événement historique constitue, indubitablement, le début de la révolution iranienne. La contradiction a été posée, dans un immense sacrifice populaire, et une fois celle-ci posée, il n'y a plus aucun retour en arrière de possible. Le régime peut se centraliser comme il le voudra, prolonger sa terreur et généraliser son bourrage de crâne, cela n'y changera rien.

L'avenir appartient à la révolution iranienne. Le prolongement de la guerre a amené les réactionnaires à sentir que cela risquait de devenir le cas à court terme et c'est ce qui détermine l'obligation tant pour la superpuissance impérialiste américaine que pour le capitalisme bureaucratique expansionniste iranien de devoir composer et accepter un accord.

## Le contenu de l'accord est tout à fait secondaire

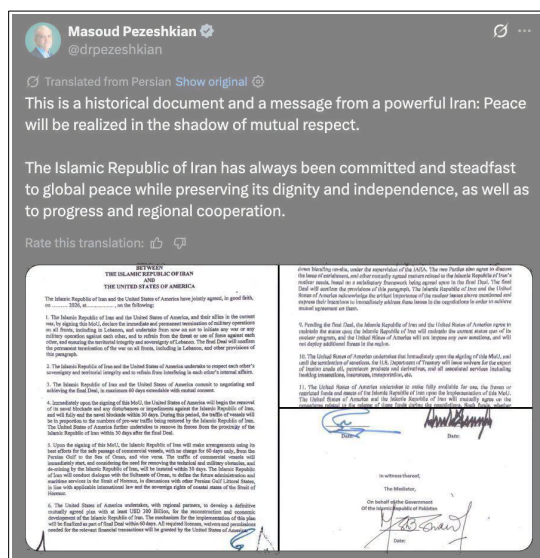
Regardons le contenu de l'accord et on comprendra alors que ce qu'on y lit est tout à fait secondaire. D'ailleurs, tous les observateurs constatent que les décisions communes ne sont pas applicables, qu'il faudra des négociations très longues dans tous les cas. C'est bien la preuve que l'essentiel n'est pas là.

Ce qui compte, c'est le pragmatisme et les intérêts bien compris des uns et des autres. Il y a ainsi, avant tout, le cessez-le-feu, qui concerne les « alliés » également. C'est donc un compromis entre les États-Unis et Israël d'une part, « l'axe de la résistance » de l'autre (soit l'Iran, les Houthis du Yémen, le Hezbollah libanais, les milices chiïtes irakiennes, à quoi il faut ajouter en fait le Hamas et le FPLP palestiniens).

Ce cessez-le-feu s'étend jusqu'à une reconnaissance de la souveraineté des uns et des autres, donc de fait l'abandon, du côté américain, de la volonté assumée de changer le régime en Iran.

Du côté iranien, cela veut dire également accepter de s'insérer dans le jeu de repartage du monde, en cessant sa prétention d'être un régime totalement à part. C'est très lourd de conséquence sur le plan idéologique et cela souligne comment les mollahs ont cédé la place aux « Gardiens de la Révolution ». L'idéalisme religieux fanatique et théocratique est remplacé par un expansionnisme religieux franchement militariste.

Un autre point de l'accord est que le passage des navires dans le détroit d'Ormuz est rétabli ; d'ici trente jours tout doit revenir à la normale. D'ici soixante jours, un accord définitif sera fait et alors les sanctions américaines contre la république islamique d'Iran devront être abandonnées.



Quand on voit cela, on peut se dire que c'est une « victoire » iranienne, mais il y a également le principe de 300 milliards de dollars d'investissements dans la reconstruction qui devront être réalisés par les États-Unis et « ses partenaires régionaux ». En langage concret, cela veut dire une pénétration du capital américain et du capital des pétro-monarchies environnantes en Iran.



Afin de bien assurer la stabilité de ce capital, l'Iran assume de ne jamais avoir d'armes atomiques et, en échange, les États-Unis feront immédiatement des exceptions aux sanctions économiques et financières existantes et dégelèrent les comptes bloqués. Une telle mesure sauve le régime iranien et c'est bien là l'essentiel pour lui. Les modalités sont, en fait, tout à fait secondaires, car le fond de l'accord est qu'il se réalise sur le dos des masses iraniennes.

Le régime a accès à de l'argent frais ; il peut continuer à vendre du pétrole facilement et commencer la reconstruction après les destructions de la guerre. Le capitalisme mondial est heureux que le détroit d'Ormuz soit ouvert, les États-Unis peuvent procéder à des investissements, qui viseront à manoeuvrer de l'intérieur du régime lui-même.

Le capitalisme bureaucratique iranien s'adapte donc à une nouvelle situation, mais il se maintient dans ses fondamentaux. Tout a changé pour que rien ne change, exactement comme au Venezuela.

## **Le régime iranien et son nouveau prestige**

Il est indéniable que l'accord américano-iranien apporte un immense prestige au régime, surtout que celui-ci présente les faits de manière résolument unilatérale. Alors qu'il vacillait sous les coups des masses en janvier 2026, il se retrouve en juin 2026 avec une nouvelle légitimité en raison de l'insuccès américain à le renverser.

C'est inévitable à court terme. Les gens veulent sortir des horreurs des bombardements américains et de la misère accentuée par le blocus américain ; les commerçants et les marchands espèrent une reprise de leurs affaires et, en général, chacun veut en revenir à ses affaires, depuis le plombier jusqu'au fonctionnaire. C'est ainsi un nouveau départ pour le régime qui chapeaute la reprise du cours de la vie quotidienne.

Qui plus est, alors que les événements de janvier 2026 ne posaient pas d'alternative politique ou idéologique, le régime a su montrer qu'il était en mesure de s'adapter et même de se perpétuer alors qu'une, deux, trois couches de hauts dirigeants ont été décapitées par les frappes américaines. Le régime ne manque pas, dans un tel contexte, de se présenter comme invincible et historiquement tout à fait « iranien ».

Et c'est d'autant plus vrai qu'il a réussi à empêcher la naissance de toute opposition. Les révolutionnaires iraniens sont bien trop faibles, voire quasi inexistantes. Les moudjahiddines du peuple établissent une résistance bien présente, mais leur orientation est trop peu claire, sauf pour la soumission ouverte aux intérêts américains.



Inversement, l'Iran appartient aux BRICS, aux côtés du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine ; son pétrole va surtout à la Chine et ses liens militaires avec la Russie sont fondamentaux.

Cela veut dire que, d'une manière ou d'une autre, le régime peut prétendre avoir une perspective et que le temps joue pour lui. Il peut même prétendre avoir vaincu à la fois une révolte intérieure et une agression extérieure et, par conséquent, être bien plus solide qu'auparavant.

Pourtant, la révolution iranienne est inévitable. Cette force immense du régime est, dialectiquement, l'annonce de son effondrement.

## **La centralisation du régime et le rôle central des « Gardiens de la Révolution »**

C'est que, si on regarde bien les choses, la force apparente du régime iranien ne réside que dans sa centralisation face aux événements qui l'ont fait vaciller.

La base des couches dominantes se réduit, par conséquent ; même s'il y a une prétention à représenter l'ensemble du pays, en pratique le capitalisme bureaucratique s'appuie sur une minorité toujours moins importante dans le pays.

Le processus a été le suivant : dans le contexte de la guerre avec les États-Unis, tous les leviers ont été employés pour réprimer et militariser, pour rendre opérationnelles les forces armées.

Même s'il y a l'armée, en pratique ce sont les « Gardiens de la Révolution » qui décidaient des orientations tactiques et stratégiques sur le plan militaire. Ce sont eux qui ont organisé des rassemblements de masse, nuit et jour, sur certains sites iraniens.

Les « Gardiens de la Révolution », avec la répression de janvier 2026 puis l'organisation de la réponse militaire iranienne face aux États-Unis, sont passés du rôle d'outil du régime, de levier idéologico-militaire, à une force militarisée prenant les commandes à tous les niveaux.

Ce fut une réelle déchirure dans le capitalisme bureaucratique iranien et d'ailleurs personne n'a pu ne pas voir qu'il a existé une certaine forme de mésentente entre deux factions en Iran. On a eu ainsi les pragmatiques pro-négociation, d'orientation nationaliste et religieuse, avec le président du parlement Mohammad Ghalibaf et le ministre des Affaires étrangères Abbas Araghtchi, ainsi que le président Massoud Pezeckian.



On a eu, à l'opposé, les partisans les plus acharnés de « l'axe de la résistance » et tenants d'un suprématisme chiite, et donc anti-négociations, avec Saïd Jalili, appuyé par le Front de la Stabilité de la Révolution islamique (Paydari).

Les « Gardiens de la Révolution » sont entre les deux ; ils servent de point de fixation du régime, qui sans eux s'effondrerait sous le poids des divergences.

Auparavant, ils accompagnaient des nuances ; désormais, ils sont les arbitres des différences.

## Le guide suprême aligné sur les « Gardiens de la Révolution »

Donnons tout de suite un exemple d'arbitrage, pour bien comprendre les choses. Le « guide suprême », Mojtaba Khamenei, a déclaré le 18 juin 2026 avoir une « opinion différente » au sujet de l'accord avec les États-Unis, mais l'avoir validé tout de même.

Voici ses propos exacts :

« J'avais une opinion différente, mais j'ai donné mon autorisation en raison de l'engagement que le respectable président [Massoud Pezeckian], en tant que président du Conseil suprême de sécurité nationale, a pris envers moi en son nom et au nom des autres membres pour protéger les droits de la nation iranienne et du front de la résistance. »

Pourquoi cela ? C'est que la guerre a commencé par la liquidation du guide suprême Ali Khamenei, en place depuis 1989 et successeur direct de Rouhollah Khomeini, le fondateur du régime. Mojtaba Khamenei a alors été élu.



Mais le choix fut loin d'être unanime. Lors de son élection comme guide suprême, il a eu contre lui 25 des 88 membres de « l'Assemblée des Experts », en raison d'une opposition interne relevant en fait des religieux. Son parcours n'était pas considéré comme conforme pour avoir un tel rôle.

Qui plus est, comme Mojtaba Khamenei est grièvement blessé, il n'apparaît jamais en public et ce sont les « Gardiens de la Révolution » qui sont à la manœuvre pour rendre publiques ses décisions, qui sont lues dans les médias.

Quand on lit le message de Mojtaba Khamenei, on comprend donc qu'il dit que les « Gardiens de la Révolution » sont plutôt d'accord avec les ultras, mais qu'ils sont d'accord pour un compromis avec les partisans d'un accord.

C'est un accord dans l'accord, ce qui correspond tout à fait au style de la république islamique d'Iran, qui dès 1989 sur un savant équilibre entre les différentes forces et factions, de manière d'ailleurs typiquement orientale.

## L'Orient compliqué et le jeu politique iranien

On connaît les propos de Charles de Gaulle, emblématiques de la découverte de la complexité des pays marqués par l'Islam qui, historiquement selon le matérialisme dialectique, a établi un féodalisme par en haut : « Vers l'Orient compliqué je volais avec des idées simples ». Constatons ici brièvement ce que cela veut dire pour l'Iran, où même les modérés ne le sont en fait pas.

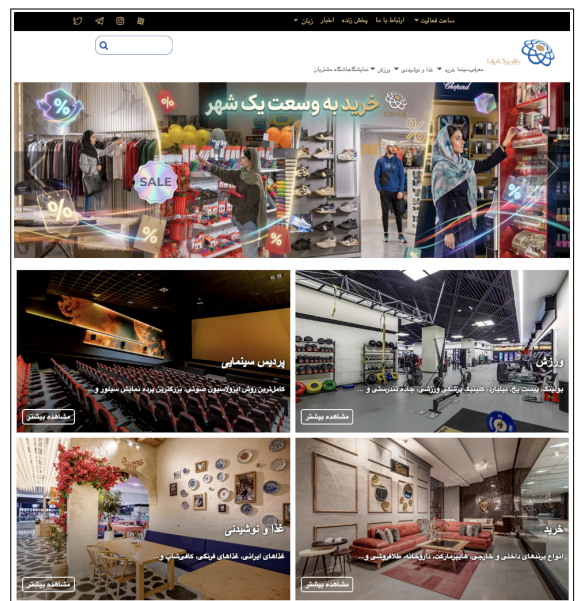
Car ce qui distingue réellement telle ou telle figure de la république islamique d'Iran, c'est sur ce quoi elle met l'accent. Cela reflète des intérêts très concrets propres à telle ou telle faction.

Si on prend par exemple Mahmoud Ahmadinejad, qui fut maire de Téhéran et président de la république, on peut voir que par le passé il était violemment entré en conflit avec le guide suprême Ali Khamenei, au point que son entourage fut qualifié de « courant déviant ». Mahmoud Ahmadinejad reste, cependant, un fanatique religieux ; la seule différence était qu'il voulait promouvoir le nationalisme et ouvertement « iraniser » le chiisme.

Il représentait une faction bourgeoise bureaucratique soucieuse d'un statu quo et se méfiant de l'aventurisme propre au soutien généralisé à « l'axe de la résistance » au Moyen-Orient.

De la même manière, le partisan des négociations Mohammad Ghalibaf est président de l'assemblée, après avoir été maire de Téhéran (c'est sous son mandat que commença la construction du plus grand « mall » du monde, avec 1 950 000 m<sup>2</sup>). Il est connu pour dénoncer les « 4 % » qui « sucent le sang » du reste des Iraniens. Mais lui-même est un conservateur, devenu à 22 ans un commandant des « Gardiens de la Révolution ».

A également fait partie de ces derniers la principale figure religieuse des « ultras », l'ayatollah Mahdi Mirbaqiri ; on l'aura compris, on retombe toujours sur les « Gardiens de la Révolution ».



C'est ce qui permet de comprendre la nature du régime, au-delà des différences apparentes.

## **Le nouveau régime est celui des « Gardiens de la Révolution »**

En fait, tout est une question de rapports de force entre les factions des couches dominantes, dont les intérêts peuvent diverger. De par la nature du régime, il y a toujours des priorités pour forcer la stabilisation, et les intérêts divergents aboutissent à mettre l'accent sur tel ou tel aspect, ce qui amène à des conflits.

Et au coeur de cette compétition interne, on a historiquement les « Gardiens de la Révolution » qui font office de système nerveux du régime, avec comme financement de très nombreuses entreprises contrôlant autour de 50 % de l'économie, avec bien entendu un appui systématique de l'État.

La constitution iranienne avait déjà été modifiée en 2004, afin de permettre leur contrôle sur toutes les principales branches de l'économie. C'était une centralisation liée aux sanctions américaines et occidentales en général contre le régime.

Et cette mise en place d'un capitalisme bureaucratique systématisé s'est donc accélérée. L'écrasement de la vaste révolte dans tout l'Iran de janvier 2026 a été mené par les « Gardiens de la Révolution ». Et le nouveau dirigeant de ce dernier, Ahmad Vahidi, fut auparavant responsable de leurs services de renseignement, ce qui correspond à une tendance ouvertement terroriste.



Pendant la guerre, ce sont les « Gardiens de la Révolution » qui décidaient du cours des événements du point de vue iranien ; le guide suprême Mojtaba Khamenei est sous leur coupe.

Ainsi, « Gardiens de la Révolution » sont devenus le nexus même de la situation, le réel poste de contrôle du capitalisme bureaucratique iranien, l'ennemi numéro un du peuple iranien.

## La manière dont a été signé l'accord

Quand on voit tout cela, on comprend comment l'accord a été signé et pourquoi, malgré tout, il n'y a aucune clarté ni de formalisation vraiment nette. C'est un aspect très important, qui relève de la confusion qui prévaut désormais entre la guerre et la paix, l'un devenant l'autre et inversement.

Ce qui caractérise la crise générale, c'est toujours l'effondrement des valeurs, la perte de sens des concepts, la confusion généralisée. C'est valable jusque dans les collisions entre grandes puissances, entre petites puissances, entre grandes et petites puissances. C'est que l'effondrement l'emporte dans tous les domaines et même dans le repartage du monde, il est difficile pour les uns et les autres de s'y retrouver. C'est ce qui fait qu'on ne sait pas si Donald Trump, ou avant lui Adolf Hitler ou bien d'autres, sont de vrais stratèges ou des figures totalement délirantes.

Un exemple flagrant est que, tout au long des négociations irano-américaines, c'est le Pakistan qui a servi de principal intermédiaire lors des négociations, car la république islamique d'Iran refuse historiquement de discuter directement avec les États-Unis.

Et pourtant, de manière donc surprenante, il devait y avoir une cérémonie commune de signature en Suisse, le 19 juin 2026, et le début de négociations en présence de représentants du Qatar et du Pakistan. Puis, finalement, la république islamique d'Iran a tout annulé à la dernière seconde, justement comme on le devine bien en raison de la portée qu'aurait une discussion « ouverte » avec les États-Unis.

Une autre scène également étrange ou décadente a eu lieu le 17 juin 2026, puisque Donald Trump a mis en scène sa signature de l'accord irano-américain, en plein dîner à Versailles, dans le cadre de la tenue en France du G7.

Pourquoi a-t-il décidé cela, sans prévenir personne, alors qu'il l'avait déjà paraphé électroniquement ? En un sens, c'est pour le valider, puisque le document a été signé publiquement, puis photographié et envoyé en Iran. Mais de l'autre, ce n'était pas du tout le moment.



C'est là aussi un exemple du grand n'importe quoi, qui correspond à la fin d'une époque.

## **Le soulèvement armé contre la république islamique d'Iran est inévitable de par les contradictions historiques**

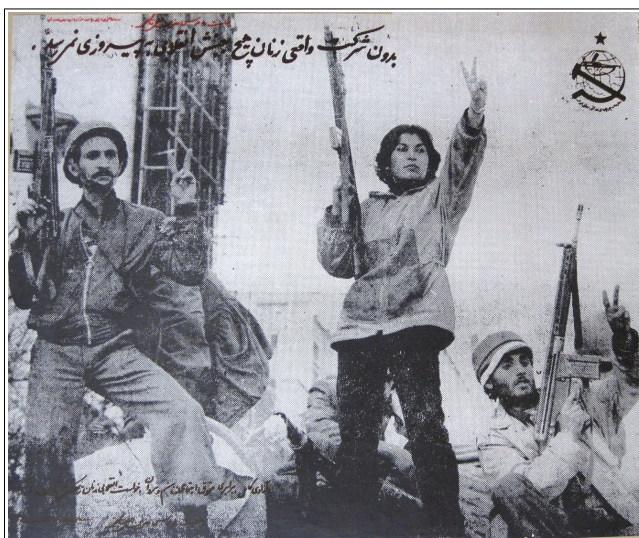
Pour résumer, tant la superpuissance impérialiste américaine que la république islamique d'Iran sont des forces réactionnaires, condamnées à devenir plus puissantes pour s'effacer de l'histoire. Toute la guerre a été à la fois criminelle et absurde à tous les niveaux. La coupure avec les peuples est absolument évidente.

On était dans l'impérialisme d'une part, l'expansionnisme d'autre part, de manière claire pour tout le monde. Les États-Unis ont fait un pas de plus vers leur disparition comme superpuissance hégémonique. Et pour la république islamique d'Iran, les jours sont comptés.

Car une fois tout ce processus de conflit poussé jusqu'à son bout, il faut bien que tout se relance et là, le processus qui a eu lieu apparaît comme sans retour. Les « Gardiens de la Révolution » apparaissent alors comme la force non plus simplement devenue principale, mais réellement dominatrice, se confondant avec le régime lui-même.

Ce que cela veut dire, c'est que le régime était autrefois terroriste, et que maintenant on a le terrorisme comme régime. C'est l'apogée du capitalisme bureaucratique iranien et par conséquent le moment où la révolution iranienne ne peut que s'enclencher pour le renverser.

Les « Gardiens de la Révolution » étant présents dans tous les domaines en tant que force dirigeante, mettent à nu le régime aux yeux des masses. La république islamique d'Iran s'est transformée, sous l'égide de son noyau dur militaro-idéologique, en aventurisme bureaucratique militarisé et expansionniste.



Il est donc absolument inévitable que la lutte armée se généralise contre le régime, portée par des masses populaires s'organisant à la base face à une tyrannie à la fois ultra-centralisée et résolument dispersée à tous les niveaux : idéologique, culturel, religieux, social, économique, politique.

Le triomphe des « Gardiens de la Révolution » annonce la victoire réelle de leur contradiction : les masses populaires

en armes révolutionnant tous les domaines de la société iranienne. ■

## **IL N'Y A PAS LIEU DE CÉLÉBRER UNE « VICTOIRE » DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN**

« Accord Iran-États-Unis : une défaite stratégique pour l'impérialisme et Israël » : tel est le titre d'un article publié sur le site trotskiste français *Révolution Permanente*, le 15 juin 2026, pour annoncer l'accord entre les États-Unis d'Amérique et la république islamique d'Iran. Qu'est-ce que cela veut dire ? Tout simplement que l'Iran ne relèverait pas de l'impérialisme.

Voilà pourquoi il faut mentionner cette prise de position, tellement caricaturale et en même temps tellement exemplaire. Elle est parfaitement représentative d'une ligne à la fois fausse et odieuse, qui converge ouvertement avec la république islamique d'Iran, qui aurait un caractère anti-impérialiste.

Formellement, il y a bien sûr une prise de distance, mais elle est minime : il est parlé du « régime réactionnaire iranien ».

Cela ne va pas plus loin ; son terrorisme intérieur contre la population n'est pas mentionné ; la dimension religieuse est bien sûr oubliée. Quant à la sanglante répression du début de l'année 2026, c'est comme si elle n'avait jamais eu lieu.

Tout cela aboutit à faire de la république islamique d'Iran une force de dimension révolutionnaire, qui aurait résisté héroïquement, qui aurait ébranlé « l'impérialisme » non seulement dans la région, mais même à travers le monde ! La victoire de la république islamique d'Iran dans son affrontement avec les États-Unis serait celle du monde entier et de la cause révolutionnaire !

Ces gens sont-ils payés par l'ambassade d'Iran, celle de Russie ou encore celle de la Chine ? Il n'en est même pas besoin, tellement c'est tout un raisonnement artificiel typique de ce qu'on trouve chez les « révolutionnaires » dans tous les pays. Et pourquoi ? Parce qu'ils ont besoin de s'inventer une réalité.

Ils ont besoin d'un story-telling, de mythes mobilisateurs. Ils ne croient pas en les masses, et certainement pas en les masses iraniennes. Ils ne veulent pas de la révolution, ils veulent que les choses se passent d'elles-mêmes et qu'eux soient miraculeusement placés aux commandes d'un état-major bien à l'abri des événements.

C'est d'habitude tout à fait ridicule et n'a de valeur que pour des étudiants et des syndicalistes en quête d'une narration. Cependant, avec la question iranienne et son drame historique, tout cela est à la fois odieux et criminel.

Prétendre des choses qui ne reposent sur rien est une chose ; célébrer un régime terroriste comme la république islamique d'Iran en est une autre. Car c'est bien d'une mise en valeur qu'il s'agit, avec beaucoup de lyrisme. Voici comment la « vigueur » du régime est présentée par *Révolution Permanente* :

« Les massacres de Minab, la décapitation des dirigeants du pays, les frappes dévastatrices contre les dépôts pétroliers de Téhéran, la destruction de certains bastions ouvriers combattifs, l'utilisation à échelle régionale des méthodes génocidaires employées dans l'enfer de Gaza : rien n'y a fait. L'Iran a tenu tête à la première puissance mondiale et à l'État génocidaire. »

Voici comment l'impact régional « excellent » qui en découlerait est présenté. Il est ouvertement dit que la victoire de la république islamique d'Iran est une bonne chose, et ce même pour les masses iraniennes !

« Cette situation crée également des brèches dans lesquelles les masses pourraient s'engouffrer. Le recul d'Israël et des États-Unis pourrait en effet redonner une immense confiance aux masses de la région alors que le camp du génocide a été à l'avant-garde de tous les processus contre-révolutionnaires dans la région, des Printemps arabes aux massacres en Palestine.

En Iran, la guerre a vu les masses iraniennes défendre leur pays et reprendre un nouvel espace – des foules qui se sont interposées entre les bombes américaines et les infrastructures vitales du pays aux réseaux de solidarité qui se sont organisés dans les villes bombardées hors du contrôle du régime – et il sera difficile au régime réactionnaire iranien de le refermer. »

Ce n'est pas tout, dans cette séquence, la république islamique d'Iran aurait joué un rôle historique résolument positif, contribuant puissamment à la révolution mondiale !

« À l'échelle mondiale, la défaite militaire des étasuniens porte un coup significatif à l'extrême droite, notamment en Amérique latine où la rébellion ouvrière, paysanne et populaire contre le gouvernement pro-Trump de Rodrigo Paz en Bolivie constitue la principale contre-tendance à la doctrine Donroe [sic – Monroe] et au plan de recolonisation de « l'arrière-cour historique » des États-Unis.

La déroute de l'impérialisme et la crise stratégique d'Israël constituent ainsi des opportunités pour la lutte des classes, à l'échelle de la région et du monde entier. »

C'est ahurissant. Et, pourtant, ce que dit *Révolution Permanente* en France formule une opinion partagée par quasiment tous les révolutionnaires dans le monde. Cela montre à quel point l'idée de révolution a été prise en otage par des petits-bourgeois ultra-syndicalistes cherchant à trafiquer avec les événements mondiaux ou nationaux, pour prétendre que leur action a une importance et que leurs idées ont un sens.

Mais ce sont les masses qui font l'Histoire et rien ne pourra empêcher l'avènement de la révolution iranienne.

## L'échec des Kurdes

La superpuissance impérialiste américaine avait tenté, lors de son attaque contre l'Iran conjointement avec Israël, d'utiliser les forces kurdes de l'opposition qui, en bonne partie, n'attendaient que cela. Le soutien logistique américain n'a toutefois pas été efficace sur le plan des fournitures d'armement, même si les bombardements israélo-américains ont particulièrement visé les forces du régime au Kurdistan iranien.

Il faut dire aussi qu'en Irak, Massoud Barzani et son fils Masrour Barzani, qui dirigent le Kurdistan autonome, ont tout fait pour bloquer une offensive des forces kurdes depuis l'Irak. La Turquie a également mis son veto formel et exigé des États-Unis l'arrêt d'une telle option.

Enfin, les forces chiites en Irak ont sévèrement attaqué les forces kurdes, tandis qu'en Iran même, le régime a réussi à prédominer militairement de toute façon. Tout cela a fait que l'option kurde – que ce soit dans un sens indépendantiste ou dans une optique pro-américaine – a totalement échoué. La question kurde, comme on pouvait et devait s'y attendre, ne peut être qu'un aspect particulier de la révolution iranienne en général.

# L'interdiction de la manifestation parisienne du 20 juin 2026

La préfecture de police de Paris a interdit une manifestation qui aurait dû se tenir le samedi 20 juin à Paris. Organisée par le collectif *Voix d'Iran*, 100 000 personnes y étaient attendues ; en pratique, c'est toute la mouvance des Moudjahidines du peuple d'Iran qui se mobilisait.

Cela se voit notamment avec le mot d'ordre principal ; c'est lié au fait que les Moudjahidines du peuple forment la seule opposition assez organisée et militante, avec régulièrement des condamnations à mort.

« Lors de ce rassemblement à Paris, notre première exigence sera claire et sans équivoque : l'arrêt immédiat des exécutions et la liberté totale pour tous les prisonniers politiques qui croupissent dans les geôles du régime. »

Il est naturellement appelé à un changement de régime également.

« La communauté internationale se trouve souvent dans une fausse dichotomie face à la crise iranienne : l'intervention militaire ou l'apaisement diplomatique. Lors de la mobilisation du 20 juin, nous porterons un message diplomatique et politique fort : Ni guerre, ni complaisance.

La politique d'apaisement n'a fait qu'enhardir les dirigeants de Téhéran dans leurs exactions sur le sol iranien et leur terrorisme à l'étranger. La seule solution viable et juste réside dans le soutien au changement par le peuple iranien lui-même. Les Iraniens possèdent la légitimité, le courage et la détermination nécessaires pour renverser ce régime et instaurer un État de droit. Il incombe aux nations démocratiques de reconnaître ce droit inaliénable à la résistance. »

La préfecture de police de Paris parle, pour justifier l'interdiction, d'un « contexte national et international particulièrement tendu » et donc d'un « risque sérieux qu'à l'occasion de cette manifestation aient lieu des affrontements entre des militants aux opinions antagonistes de nature à troubler gravement l'ordre public ».

En pratique, les Moudjahidines du peuple sont désormais totalement liés aux États-Unis et la France n'a aucune envie de fâcher la république islamique d'Iran pour ça.

# Positions de la gauche iranienne sur l'accord entre la république islamique d'Iran et les États-Unis de juin 2026

---

Parti Communiste d'Iran

## Protocole d'accord entre la République islamique et le gouvernement américain et intensification du conflit au sein de la faction gouvernementale iranienne

**16 juin 2026**

Alors que Trump et Shahbaz Sharif annonçaient la signature d'un protocole d'accord conjoint avec la République islamique aux premières heures du lundi 15 juin 2021, le Conseil suprême de sécurité de la République islamique confirmait également la conclusion d'un « protocole d'accord visant à mettre fin à la guerre avec les États-Unis ».

Le Premier ministre pakistanais, agissant en tant que médiateur, a annoncé que la signature officielle de l'accord aurait lieu le vendredi 19 juin. Toutefois, le gouvernement israélien, ainsi que la faction prônant la stabilité et les fondamentalistes extrémistes en Iran, s'opposent à la signature d'un tel accord et tentent d'empêcher toute entente entre les parties.

Cette annonce intervient alors que l'armée israélienne occupe le sud du Liban sur une profondeur de 30 kilomètres et que le ministre de la Défense du gouvernement Netanyahu a déclaré qu'elle ne se retirerait pas des zones occupées au Liban, en Syrie et à Gaza.

Le gouvernement israélien a maintes fois démontré qu'il saisirait le moindre prétexte dans la région pour lancer des attaques militaires contre le Hezbollah au Liban.

Le Hezbollah a également agi comme un bras armé important du régime de la République islamique pour faire avancer la stratégie de régionalisation du conflit lors de la « guerre des quarante jours ».

À cet égard, après les coups durs subis par le Hezbollah lors de la guerre contre Israël, la République islamique a tenté de reconstruire la puissance militaire de ce groupe islamiste afin de poursuivre sa politique régionale.

Poursuivant sa politique d'occupation, l'armée israélienne a annoncé, le dimanche 14 juin — alors même que Trump annonçait la signature imminente d'un protocole d'accord avec la République islamique — avoir attaqué plus de 70 positions du groupe au Liban au cours des dernières 24 heures ; elle a bombardé les infrastructures et le centre de commandement du Hezbollah dans le quartier de la « Dahiya », au sud de Beyrouth, tuant l'un des hauts commandants du groupe.

Par ailleurs, elle a sommé les habitants sans défense de 16 villages du sud du Liban d'évacuer leurs foyers. Selon le Hezbollah, ces attaques massives de l'armée d'occupation israélienne constituaient une riposte au lancement, par le groupe, de deux drones en direction des forces israéliennes le samedi précédent.

En réalité, le gouvernement israélien ne considère pas que l'accord conclu entre l'administration américaine et le régime de la République islamique sur le texte du mémorandum soit conforme à ses objectifs de guerre.

De l'avis du gouvernement israélien, les questions centrales de ce mémorandum — notamment les missiles balistiques, le réseau de forces connu sous le nom d'« Axe de la Résistance » dans la région et le sort des stocks d'uranium enrichi — n'ont pas été résolues.

La République islamique, qui — dans le prolongement de sa politique visant à régionaliser le conflit — a subordonné la signature de tout accord à un cessez-le-feu entre le gouvernement israélien et le Hezbollah au Liban, a qualifié l'opération israélienne au Liban d'obstacle à la conclusion d'un accord.

En Iran, l'annonce de l'accord visant à signer ce mémorandum a suscité la colère du Front de la stabilité et de certains fondamentalistes extrémistes au sein du gouvernement islamique.

Le Front de la stabilité — qui n'a aucune intention de s'entendre avec le fils de Khamenei et qui utilise son influence sur l'organisme de radiodiffusion iranien, le système judiciaire et plusieurs commandants de rang intermédiaire du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) pour faire avancer ses objectifs — n'a ménagé aucun effort pour perturber les négociations entre la République islamique et le gouvernement américain, menées avec la médiation du Pakistan.

Cette faction s'oppose à tout cessez-le-feu avec les États-Unis et Israël ; elle souhaite poursuivre la guerre et sécuriser au maximum l'environnement social intérieur.

Durant cette période, en mobilisant ses partisans ainsi que ceux du Hezbollah dans la rue, le Front de la stabilité a maintes fois remis en question les objectifs poursuivis par Qalibaf, Araqchi et le gouvernement Pezeshkian dans le cadre de ces négociations.

Dimanche, cette faction a organisé des rassemblements de protestation à Téhéran et à Mashhad, qualifiant de trahison et d'humiliation la signature de tout accord impliquant « l'Amérique meurtrière de Khamenei, les commandants du CGRI et les hauts responsables du gouvernement islamique » ; elle a pris pour cible Qalibaf et Araqchi, les accablant d'insultes et d'anathèmes tout en réclamant leur démission.

Malgré les agissements de cette faction, il semble que la direction du CGRI, en coordination avec Mojtaba Khamenei et avec le soutien du Parlement et du gouvernement, poursuive une stratégie de survie du régime islamique fondée sur une entente et des compromis avec les États-Unis, couplés à une intensification de la répression intérieure.

Le Hezbollah, principal bras armé de ce que le régime de la République islamique appelle « l'Axe de la résistance » pour promouvoir sa stratégie et ses politiques régionales, a entraîné le peuple libanais dans des guerres civiles ainsi que dans des conflits contre le gouvernement israélien au cours des quatre dernières décennies.

Agissant sous le commandement de la Force Al-Qods du CGRI, il a causé des massacres et des destructions considérables pour la population opprimée du Liban.

Des responsables gouvernementaux libanais ont révélé que, deux jours après l'assassinat d'Ali Khamenei, le Hezbollah a lancé des missiles et des drones vers Israël, entraînant le Liban dans une nouvelle guerre et exposant le pays tout entier à l'agression israélienne. Le gouvernement libanais a annoncé que ce conflit a, à ce jour, tué et blessé des milliers de personnes, détruit des habitations et provoqué le déplacement de plus d'un million d'individus.

Il est évident que, dans un tel rapport de force, les actions militaires du Hezbollah contre Israël n'ont abouti à rien d'autre qu'à inciter le gouvernement israélien occupant à multiplier les attaques militaires, tout en causant des pertes humaines et des dégâts matériels au peuple libanais opprimé.

Toutefois, malgré les efforts de la République islamique pour soutenir et défendre le Hezbollah — et pour maintenir ce groupe au Liban en tant que principal bras armé dans la région —, le nouveau gouvernement libanais, fort de l'appui des États-Unis, de puissances européennes et d'alliés régionaux, est déterminé à désarmer le Hezbollah ; un processus déjà partiellement engagé dans le sud du Liban.

Compte tenu de la position générale de la République islamique, des conséquences du durcissement des sanctions économiques et des effets du blocus naval américain sur les ports du sud de l'Iran, la République islamique ne sera pas en mesure d'empêcher le désarmement du Hezbollah, même dans le cadre de négociations s'étalant sur 60 jours.

Le désarmement du Hezbollah au Liban ; les mesures prises en Irak pour désarmer les Forces de mobilisation populaire (dont certaines factions ont déjà remis leurs armes au gouvernement) ; le refus des Houthis yéménites de s'engager dans un conflit militaire majeur dans la région ; ainsi que la chute du régime de Bachar el-Assad — qui a mis fin à l'influence de la République islamique en Syrie (tous ces éléments constituant ce que l'on appelait l'« Axe de la résistance » du régime islamique) — signifient que le régime islamique ne pourra plus poursuivre sa stratégie de guerre de dissuasion dans les pays de la région.

Ainsi, la politique et la stratégie de guerre régionale dissuasive et coûteuse menées par la République islamique au cours des quatre dernières décennies touchent à leur fin.

# Message à l'occasion de la Journée des Peshmergas du Komala et du 47e anniversaire de la tradition de résistance révolutionnaire au Kurdistan

**17 juin 2026**

Il y a quarante-sept ans, alors que la société iranienne était à la veille d'une transformation historique et décisive, la première pierre de la force des Peshmergas était posée. L'histoire de cette force est celle de l'éveil, de la résistance de classe et du mouvement révolutionnaire des masses laborieuses du Kurdistan.

À la fin de l'année 1978, les masses en plein soulèvement, à travers une vaste révolution populaire, brisèrent le joug de la tyrannie et de la dictature impériale pour conquérir la liberté et une vie digne. Mais au cœur de ces instants exaltants de libération, l'ombre terrible d'un régime extrêmement réactionnaire, misogyne et ennemi de la liberté — qui s'appropriait peu à peu à confisquer les acquis de la révolution — vint assombrir le ciel de l'Iran.

Dans ce contexte, le Kurdistan devint une forteresse solide face au fascisme religieux naissant ; une forteresse dont la « force des Peshmergas » [peshmergas : guérilleros et guérilleros kurdes] constituait l'instrument de défense légitime.

Alors que le mouvement religieux était parvenu à étouffer la voix de la révolution et des forces progressistes dans le centre de l'Iran par la tromperie, le complot et une première vague de répression, le rapport de force au Kurdistan s'avérait radicalement différent.

Au sein de la société kurde, en raison de la profonde pénétration des idées de gauche, de la présence active de partis politiques bénéficiant d'une base populaire — et tout particulièrement de l'organisation « Komala », avec ses idéaux, ses programmes et ses stratégies socialistes — la réaction religieuse ne disposait d'aucune assise populaire.

Les travailleurs exploités aspiraient à une vie meilleure ; les paysans, tout juste libérés des chaînes du système féodal, craignaient de perdre leurs acquis.

Les femmes réclamaient l'égalité des droits et l'affranchissement de lois moyenâgeuses ; enfin, la masse du peuple ne pouvait plus supporter le poids de l'oppression nationale et religieuse subie par le passé.

Ces aspirations et revendications accumulées se cristallisèrent dans un mouvement de résistance populaire et organisé, prêt à livrer une bataille historique contre le régime nouvellement élu qui avait dévoyé la révolution.

Au début de cette confrontation historique, le gouvernement central a tenté de contrôler la société kurde en s'appuyant sur les seigneurs féodaux, les khans et les réactionnaires locaux, terrifiés par la révolution et l'éveil des travailleurs.

Ces seigneurs féodaux ont formé des bandes armées pour menacer et harceler les paysans et les travailleurs des villages, cherchant ainsi à rétablir les relations avilissantes entre seigneurs et serfs.

En réponse à ce complot conjoint entre le féodalisme et le régime central, le Komala a appelé les travailleurs du Kurdistan à s'organiser et à s'armer. La création de « syndicats paysans » a constitué une réponse révolutionnaire et populaire à cette menace.

À mesure que les paysans et les travailleurs s'organisaient au sein de ces syndicats et défendaient leurs droits en toute conscience et les armes à la main, les bandes armées des maîtres furent brisées et anéanties en un temps record.

Ce fut la première grande victoire des masses, démontrant que les armes des Peshmergas étaient au service de la liberté et d'une vie meilleure pour cette société.

L'atmosphère politique, démocratique et passionnée qui a gagné toute la société kurde a transformé cette région en un bastion solide pour le salut et la poursuite de la révolution nationale en Iran.

L'expansion rapide de l'influence politique et sociale du Komala, ainsi que le développement de sa capacité exceptionnelle à mobiliser et organiser les masses, se sont manifestés à travers plusieurs événements historiques sans précédent :

- L'exode historique de la population de Marivan : un événement qui reste un exemple éclatant de résistance civile et organisationnelle des masses face à la présence militaire de l'armée régulière et du CGRI (Corps des gardiens de la révolution islamique).

- Les vastes marches organisées depuis tout le Kurdistan vers Marivan, en signe de solidarité avec les habitants de la ville.

- La grève générale d'un mois menée par la population de Sanandaj : une action qui a démontré la solidarité et la détermination des masses à chasser les forces oppressives des Gardiens de la révolution.

- Le désarmement de la force réactionnaire de l'« Armée du salut » : un mouvement réactionnaire et paramilitaire organisé par les cheikhs de la région pour affaiblir le mouvement de gauche, et qui fut démantelé par la volonté révolutionnaire du peuple.

Cette dynamique révolutionnaire, ces acquis démocratiques et cet horizon radical que le Kurdistan offrait à l'avenir de la révolution iranienne étaient inacceptables pour le régime islamique.

Après une période de tromperie, de manœuvres diplomatiques et de tactiques dilatoires, la République islamique a fermé toutes les portes au dialogue et à la négociation.

Avant de lancer une invasion à l'échelle nationale, le régime a révélé sa nature criminelle en perpétrant d'effroyables massacres, tels que le meurtre brutal de civils sans défense dans les villages de Qarana et Qalatan.

Finalement, le 19 août 1979, sur la base d'une fatwa et d'un décret de Khomeini, une invasion militaire brutale et généralisée du Kurdistan a été lancée. En réponse à cette agression brutale, le Conseil populaire du Kurdistan a appelé la population à mener une résistance armée, massive et totale.

Le peuple du Kurdistan a accueilli cet appel avec ferveur, marquant ainsi le début de l'épopée de la résistance armée qui dure depuis quarante-sept ans ; une histoire jalonnée de sacrifices, de persévérance et d'enseignements précieux sur la lutte.

Au cours de ces longues années de résistance, les Peshmergas de Komala n'ont jamais constitué une force militaire conventionnelle ni une simple guérilla classique.

Cette force a d'abord œuvré à promouvoir et à défendre une culture progressiste, humaniste et élevée, en opposition aux traditions patriarcales et rétrogrades.

Tout en accomplissant des actes héroïques sur le champ de bataille, les Peshmergas de Komala se sont faits les porte-étendards radicaux de l'égalité des sexes ; une présence qui, grâce à la participation active et armée de femmes combattantes dans leurs rangs, a ébranlé les structures sociales traditionnelles et défini un nouveau concept de libération des femmes.

Cette force a laissé des traces précieuses dans les domaines social, sanitaire et éducatif au sein de chaque village, district et ville où elle était présente. Les Peshmergas du Komala ont agi comme des éducateurs éveillant les consciences, des médecins au service des démunis et des soutiens pour les travailleurs des champs. Partout où les Peshmergas se sont rendus, les graines de la conscience, de l'égalité et du socialisme ont été semées.

La vision et la stratégie ultime des Peshmergas du Komala pour l'émancipation humaine reposent sur la révolution socialiste ; une révolution dont le principal moteur est constitué par les travailleurs et les forces laborieuses de la société. Cette vision révolutionnaire ne relève pas du simple vœu pieux, mais s'ancre dans des réalités fondamentales : conflits de classes, inégalités économiques, précarité sociale et privation des libertés civiles et politiques.

Pour le Komala, la révolution signifie arracher le pouvoir politique aux mains d'une minorité tyrannique et exploiteuse pour le confier à la majorité de ceux qui produisent la richesse sociale, tout en opérant des changements fondamentaux dans tous les aspects de la vie.

C'est pourquoi la force des Peshmergas ne réduit pas les masses à l'inaction ni ne les laisse attendre une victoire purement militaire de ses propres rangs ; au contraire, elle renforce et institutionnalise la confiance en soi, l'organisation autonome et le recours à la puissance inépuisable des travailleurs au sein même de la société.

L'un des fruits historiques et salvateurs de la résistance armée au Kurdistan fut la création d'un bouclier de sécurité pour la jeunesse de la région durant la guerre dévastatrice et réactionnaire entre l'Iran et l'Irak (1970-1980).

L'existence de zones libérées et la solidité des rangs des Peshmergas de Komala ont offert à la jeunesse du Kurdistan une opportunité vitale : celle de rejoindre une résistance juste, progressiste et libératrice, plutôt que d'être envoyée comme chair à canon sur les fronts d'une guerre réactionnaire.

Cette force, par ses innombrables sacrifices et en maintenant vivant l'esprit de résistance, a préservé d'innombrables vies de la destruction dans la fournaise de la guerre. Grâce à cette résilience organisée, la société kurde a subi bien moins de pertes matérielles et humaines au cours de ces huit années de guerre dévastatrice que dans les autres régions d'Iran.

Bien que, ces deux dernières décennies, les Peshmergas de Komala n'aient pas lancé d'opérations militaires offensives contre les forces de la République islamique — conformément à une évaluation objective de la nouvelle donne —, cela n'a jamais remis en cause la légitimité, l'authenticité et la nécessité historique de la résistance armée au sein de notre stratégie fondée sur le « droit à la légitime défense ».

La réalité historique est que la lutte armée n'a jamais été le premier choix du peuple du Kurdistan ; elle a été imposée à la société par l'agression brutale du régime. Le peuple aspirait à la liberté et, déterminé à défendre les acquis démocratiques de sa révolution, il s'est vu contraint de prendre les armes.

Il n'a pas eu recours à la violence par choix, mais a tenu tête au système de répression le plus brutal de l'histoire contemporaine pour défendre sa dignité humaine.

Dès les premières années, lorsque les Peshmergas ont brièvement repoussé les forces du régime et libéré le Kurdistan, ils ont offert des exemples uniques et précieux de vie civile, de conseils, de liberté d'expression et de gouvernance démocratique de la société — autant de modèles pour l'avenir de l'Iran tout entier. Aujourd'hui, la société éveillée du Kurdistan, forte d'un précieux bagage d'expériences historiques, s'emploie à façonner des méthodes de lutte de masse nouvelles et plus abouties.

Les grèves politiques générales, unifiées et massives sont devenues une arme efficace, éprouvée et paralysante contre le régime ; une méthode de lutte qui permet d'obtenir les plus grandes avancées politiques et organisationnelles au moindre coût humain.

L'émergence de mouvements civils durables et de réseaux locaux, ainsi que la formation de leaders de terrain au sein des universités, des usines et des quartiers, ont placé la société sur la voie d'une préparation totale.

La manifestation éclatante de cette préparation a été clairement démontrée lors du soulèvement révolutionnaire « Femme, Vie, Liberté ». Ce mouvement, dont la philosophie et le mot d'ordre central puisent leurs racines dans la culture politique progressiste des Peshmergas du Komala, trace pour la société une voie claire et irréversible vers la victoire finale.

Quarante-sept années se sont écoulées depuis le début de ce parcours ardu. La génération qui a pris les armes à la fin des années 1950, les mains vides mais le cœur rempli d'amour pour le socialisme et la liberté, a aujourd'hui vieilli. Au fil de ces décennies, des milliers de jeunes passionnés ont rejoint les rangs de cette force, accomplissant des actes héroïques, sacrifiant leur vie ou voyant leurs cheveux blanchir au service de cette cause.

Mais ce qui a perduré, demeurant vivant et dynamique à travers toutes ces années, c'est une profonde tradition historique que les Peshmergas du Komala ont insufflée au corps même de cette société : la tradition de ne jamais plier le genou devant le dictateur, celle de l'égalité absolue entre hommes et femmes, celle de s'appuyer sur les masses laborieuses et démunies, ainsi que l'idéal de bâtir un monde exempt de classes sociales et d'exploitation.

La « Journée des Peshmergas du Komala » est l'occasion d'honorer chacun de ces êtres dévoués, de ces âmes passionnées et de ces « étoiles rouges » qui ont fondé cette noble tradition au prix de leur sang et de leur vie.

C'est un jour où les nouvelles générations renouvellent leur engagement envers le grand idéal de liberté et de justice sociale ; un idéal dont la réalisation finale, dans l'avenir radieux d'un Iran libre et socialiste, exige encore un long cheminement, guidé par l'arme de la conscience organisationnelle et du leadership.

À l'occasion de la Journée des Peshmergas de Komala, nous honorons la mémoire du camarade « Saeed Moeini » — premier Peshmerga et premier martyr de Komala, dont le nom et la date du martyre ont donné son nom à cette journée — ainsi que celle des milliers de combattants et de personnes nobles tombés sur divers champs de bataille face à l'une des dictatures les plus féroces et les plus obscurantistes de notre époque ; nous adressons également nos salutations à leurs familles, fières et résilientes.

**Guérilleros fedayin du peuple d'Iran**

## À propos de l'accord entre les États-Unis et la République islamique

**17 juin 2026**

Selon des informations provenant de diverses agences de presse, y compris celles de la République islamique, les négociations entre le gouvernement des États-Unis et le régime pro-impérialiste de la République islamique, menées sous la médiation du gouvernement pakistanais, ont finalement abouti à un accord préliminaire.

D'après ces informations, à l'issue de la guerre de quarante jours (ou trente-neuf jours) et du cessez-le-feu déclaré à la suite de cet accord, la guerre prendra officiellement fin.

Bien que l'accord n'ait pas encore été finalisé et que personne ne sache précisément ce sur quoi les deux parties se sont mises d'accord, il semblerait qu'à la suite de cet accord, le détroit d'Ormuz soit rouvert et que le blocus naval américain contre l'Iran soit levé.

L'accord ne fait aucune référence au programme nucléaire de la République islamique, que le président américain avait invoqué comme motif de la guerre contre l'Iran ; toutefois, de hauts responsables pakistanais ayant joué le rôle de médiateurs dans les pourparlers ont déclaré à l'Associated Press que les négociations sur le nucléaire se poursuivraient au cours des 60 prochains jours.

Trump lui-même a également déclaré au New York Times que si Téhéran ne parvenait pas à conclure un accord nucléaire avec les États-Unis au cours de cette période, il pourrait à nouveau être la cible de frappes militaires américaines.

Par ailleurs, certaines agences de presse ont évoqué la possibilité d'un déblocage de 24 milliards de dollars d'avoirs iraniens, bien qu'en plusieurs étapes, alors que l'agence de presse Mehr avait fait état d'un déblocage de 12 milliards de dollars avant le début des négociations prévues pour les 60 prochains jours.

Dans le même temps, JD Vance, le vice-président américain, a démenti ces informations, affirmant que le chiffre de 24 milliards de dollars n'apparaît dans aucun des textes négociés par les États-Unis. Il a souligné que Washington est prêt à discuter de la libération des avoirs, mais que la question la plus importante sera la levée des sanctions économiques contre l'Iran en échange d'engagements nucléaires à long terme.

Au vu des informations présentées, la réalité est que le sort de l'accord proposé dépend actuellement des négociations qui doivent avoir lieu entre les parties dans un avenir proche.

C'est pourquoi, malgré l'impact que peut avoir la simple nouvelle d'un cessez-le-feu, les informations disponibles à ce jour servent davantage de propagande pour les deux parties concernées.

Cependant, ce qui a été concrètement obtenu avec l'annonce de cet accord, c'est une baisse du prix du pétrole, à tel point que, selon certaines sources, celui-ci aurait désormais atteint son niveau le plus bas depuis début mars, c'est-à-dire peu après le début de l'agression américaine et israélienne contre l'Iran. De plus, cet accord pourrait permettre la reprise du commerce maritime, des exportations de pétrole et l'entrée de marchandises dans les ports iraniens.

C'est pourquoi l'annonce de cet accord et le retour aux conditions d'avant-guerre, avec la levée du blocus sur la plus grande artère mondiale de production et de distribution d'énergie, ont été salués avant tout par les puissances impérialistes rivales des États-Unis, notamment la Chine, l'Union européenne et d'autres.

Concernant l'accord susmentionné, le Premier ministre pakistanais aurait déclaré que les deux parties ont annoncé la fin immédiate et définitive des opérations militaires sur tous les fronts, y compris au Liban.

Et ce, bien qu'Israël ne soit pas partie à ce protocole d'accord et que les responsables israéliens aient précédemment souligné qu'ils conserveraient leur liberté d'action au Liban. Il ne fait aucun doute que cette question même pourrait constituer l'un des points les plus fragiles de l'accord susmentionné.

Par conséquent, à la lumière de ce qui précède, il faut comprendre que cet accord, jusqu'à présent, plutôt que de signifier la fin complète de la crise, s'apparente davantage à un outil de propagande pour les parties concernées, à une déclaration de « victoire », et qu'il pourrait bien marquer le début d'une nouvelle phase incertaine dans la poursuite d'une crise orchestrée.

La réalité est que, compte tenu de toutes les informations présentées jusqu'à présent concernant l'accord entre l'Iran et les États-Unis, il n'est en aucun cas possible de se fier aux informations et à la propagande de l'une ou l'autre partie.

La réalité est que, tout comme les États-Unis ont orchestré la guerre susmentionnée à leur propre profit avec l'aide de leurs deux régimes fantoches, à savoir l'Iran et Israël, la paix proclamée doit désormais être considérée dans un cadre similaire.

Il faut rappeler et souligner que les États-Unis ont stratégiquement orchestré la guerre récente pour servir leurs propres intérêts et objectifs, afin de contrer les crises de leur système économique et de rivaliser avec d'autres impérialistes, en particulier l'impérialisme chinois, en collaboration avec leurs deux régimes vassaux.

Alors que, dans sa propagande, l'Amérique prétendait viser un changement de régime en République islamique et promettait au peuple opprimé d'Iran la liberté et la libération de la tyrannie de ce régime, le déroulement des événements a désormais clairement démontré, bien plus que n'importe quelle affirmation, que le renversement de la République islamique ne figurait en aucun cas à l'ordre du jour de l'impérialisme américain.

La persistance de la République islamique, et le fait qu'elle n'ait pas été détruite après la guerre dévastatrice et désastreuse que l'Amérique a imposée au peuple iranien, constituent une nouvelle honte pour toutes les forces myopes et conciliantes qui se laissent toujours piéger par la propagande des impérialistes et de leurs médias.

En effet, cet accord a une fois de plus clairement démontré la détermination et la politique des États-Unis visant à maintenir la République islamique au pouvoir, prouvant ainsi que l'intervention militaire américaine n'était pas d'ordre humanitaire, comme l'affirmaient les monarchistes, mais une intervention purement impérialiste, allant totalement à l'encontre des intérêts et des aspirations du peuple iranien, destinée à réprimer sa révolution et à servir les grands intérêts des architectes de cette crise et de la guerre désastreuse qui a suivi. .

Étant donné que les informations indiquent que l'accord final sera signé vendredi ou dimanche, nous devons attendre que le texte de l'accord soit entièrement dévoilé pour voir exactement quelles concessions tactiques les dirigeants de la République islamique ont faites pour parvenir à cet accord.

Cependant, il ne fait aucun doute qu'avec cette guerre, ce cessez-le-feu et l'accord récent, l'impérialisme américain a une fois de plus montré que ses intérêts, comme cela a été le cas au cours des 47 dernières années, résident dans le maintien du régime criminel de la République islamique.

L'un des grands services rendus par la République islamique à l'impérialisme américain, outre la protection du système capitaliste dépendant au pouvoir et la répression de la révolution des masses, a été son rôle dans le projet stratégique du fondamentalisme islamique et sa propagation au Moyen-Orient. À cet égard, même si d'autres peuvent l'ignorer, le peuple iranien sait trop bien comment ses richesses nationales sont dépensées, au prix de sa propre pauvreté et de sa misère, pour faire avancer cette politique impérialiste américaine dans la région.

Aujourd'hui, avec cette guerre désastreuse dont les masses opprimées d'Iran et de la région ont payé le prix, les impérialistes ont, dans le cadre de cette crise, redonné vie, aux yeux de l'opinion publique mondiale, à la fausse façade anti-impérialiste et anti-américaine du régime, lui offrant ainsi une plus grande marge de manœuvre contre-révolutionnaire.

Il ne fait aucun doute que, du point de vue des intérêts des masses opprimées de notre pays — qui, au cours des 47 dernières années, ont enduré, en plus de toutes les misères causées par le régime de la République islamique dépendante de l'impérialisme, 40 jours de bombardements sauvages et les catastrophes d'une guerre dévastatrice — une guerre qui était le résultat d'une crise impérialiste fabriquée de toutes pièces —, la fin de cette guerre et l'apaisement de la crise, offrent un répit.

Mais la manière dont cette crise a débuté, la guerre désastreuse qu'elle a engendrée, et enfin l'accord actuellement en discussion entre les États-Unis et la République islamique, constituent la toile de fond sur laquelle le visage démoniaque des impérialistes menés par les États-Unis et de leurs régimes fantoches, Israël et la République islamique, a une fois de plus été mis à nu aux yeux de tous ceux qui recherchent la vérité.

La guerre de quarante jours, avec toutes ses calamités et ses problèmes à court et à long terme, pèsera lourdement sur les épaules de nos ouvriers et de nos travailleurs pendant des années.

Cela montre une fois de plus que, pour que nos masses opprimées se débarrassent du fléau de la guerre et de toutes les misères découlant de la domination impérialiste, il n'y a pas d'autre voie que de poursuivre la lutte et de s'appuyer sur leur propre force historique pour organiser et mener à bien une longue révolution populaire et libératrice contre l'impérialisme et le régime fantoche de la République islamique.

Ce sera la seule véritable garantie pour parvenir à la liberté et à la possibilité d'instaurer une paix démocratique dans notre pays.

À bas les guerres impérialistes ! Vive la révolution des masses !

À bas le régime de la République islamique, dépendant de l'impérialisme !

Victoire à la révolution, vive le socialisme !

## La fin de la guerre marque le moment où les lignes commencent à se dessiner plus clairement.

**18 juin 2026**

La publication du texte de l'accord en 14 articles entre le gouvernement américain et la République islamique — dont la signature officielle par les représentants des deux parties est prévue vendredi à Genève — constitue un tournant majeur dans la crise récente traversée par l'Iran et la région. En apparence, cet accord met fin à la phase militaire de la guerre américano-israélienne contre l'Iran ; toutefois, sur le plan politique, sa portée dépasse celle d'un simple cessez-le-feu ou d'une régulation des relations sécuritaires.

Ce document révèle que le conflit — initialement justifié par des objectifs tels que le « changement de comportement », l'« endiguement des menaces », le « désarmement » et, selon certaines versions, « l'ouverture de la voie à la liberté pour le peuple iranien » — s'achève finalement sur un accord qui, avant tout, garantit la survie de la République islamique et stabilise sa position face à l'Occident.

Pour les États-Unis, cet accord ne représente rien de plus qu'un retour à la situation antérieure au conflit : réouverture du détroit d'Ormuz, libre circulation des hydrocarbures de la région vers les marchés mondiaux et rétablissement relatif de la stabilité des voies d'approvisionnement énergétique.

En somme, les États-Unis cherchent à restaurer l'ordre économique et géopolitique qui prévalait avant le début de la guerre, caractérisé par l'exportation sans perturbations majeures des hydrocarbures régionaux vers le reste du monde et par le maintien de l'ouverture du détroit d'Ormuz en tant qu'artère vitale de l'économie mondiale.

En revanche, la République islamique a retiré des avantages plus significatifs de cet accord. Le régime, qui tente depuis 47 ans d'imposer son existence à l'Occident et aux États-Unis, peut désormais affirmer non seulement avoir survécu à la guerre, mais aussi avoir contraint l'autre partie à reconnaître son existence.

Pour la République islamique, le simple fait de résister aux pressions militaires, politiques et économiques a toujours été considéré comme une forme de victoire. Cette fois, l'accord de Genève permet au gouvernement de présenter la guerre comme une « défaite de l'ennemi » et l'accord comme une « consolidation de l'autorité du régime » dans sa propagande intérieure.

L'aspect politique le plus important de cet accord réside dans le fait que la politique dite de « changement de régime » est concrètement et officiellement retirée de l'ordre du jour. Les États-Unis se sont engagés à ne s'ingérer en aucune manière dans les affaires intérieures de l'Iran.

Cet engagement, même s'il donne lieu à des interprétations divergentes dans la pratique, revêt une grande importance symbolique pour la République islamique. Le gouvernement, qui a toujours attribué toute contestation interne à une « ingérence étrangère », dispose désormais d'un document qu'il peut présenter comme la preuve du renoncement de l'Amérique à son projet de renversement du régime.

Par ailleurs, l'accord comporte certaines concessions économiques, notamment la levée partielle des sanctions, l'ouverture de voies pour la vente de pétrole et l'accès de la République islamique à des ressources financières.

Ces concessions sont vitales pour un gouvernement sous pression face à la crise économique, au déficit budgétaire, à l'inflation et au mécontentement de la population. Même une ouverture limitée des ventes de pétrole pourrait offrir une bouffée d'oxygène financière au régime en place, permettre la restauration de certains réseaux qui lui sont fidèles et favoriser la reconstruction des instruments de répression.

Toutefois, certaines clauses économiques de l'accord semblent avoir été incluses pour embellir le document et tromper l'opinion publique, plutôt que pour garantir une mise en œuvre concrète. L'évocation de la création d'un fonds de 300 milliards de dollars destiné à la reconstruction des zones dévastées par la guerre en est une illustration frappante.

La question fondamentale est de savoir d'où proviendra ce fonds. Quelle institution le gèrera ? Quelle part en sera consacrée à la population et aux infrastructures publiques ?

Ces ressources seront-elles réellement investies dans la reconstruction des hôpitaux, des écoles, des réseaux d'eau et d'électricité, des transports et des logements détruits, ou seront-elles détournées vers les circuits bien connus de la corruption, de la rente, des institutions militaires et des fondations gouvernementales ?

L'expérience de la République islamique au cours des quatre dernières décennies n'offre pas de réponse optimiste à ces questions. L'appareil bureaucratique et économique de la République islamique est profondément corrompu, opaque et fondé sur une logique de rente.

Même si de nouvelles ressources financières sont mises à la disposition du gouvernement, rien ne garantit qu'elles se traduiront par un développement économique, une amélioration du bien-être public ou une véritable reconstruction du pays.

Au contraire, il est fort probable que la majeure partie de ces ressources soit consacrée à la reconstitution de la puissance militaire, au renforcement des appareils sécuritaires, au financement de réseaux affiliés et à la propagation de la corruption financière et administrative.

La question centrale est désormais la suivante : les ressources issues de l'accord profiteront-elles concrètement à la population, ou seront-elles une fois de plus englouties par l'appareil militaire, sécuritaire et de propagande de la République islamique ?

L'expérience montre qu'en l'absence de libertés politiques, de contrôle citoyen, d'organisations syndicales indépendantes et de médias libres, aucune ouverture économique durable ne verra le jour au profit de la population. Si les revenus pétroliers, les fonds débloqués suite à la levée des sanctions et les autres ressources transitent par cette même structure, ils serviront à renforcer l'appareil répressif du gouvernement bien avant de permettre d'assurer le pain quotidien des citoyens.

Par ailleurs, cet accord a porté un coup dur à une partie de l'opposition de droite qui, pendant des années, présentait les sanctions, les pressions étrangères et les attaques militaires comme les moyens de libérer le peuple iranien. Le conflit récent a démontré que les bombardements n'apportent ni la liberté ni la démocratie.

Le résultat n'a été ni l'effondrement de la République islamique ni l'émancipation du peuple, mais un pays davantage meurtri, une société appauvrie, des infrastructures dégradées et un gouvernement désormais en mesure de présenter sa propre survie comme une victoire.

La fin de la guerre marque le tracé d'une ligne de démarcation plus nette.

D'un côté, la République islamique, qui use elle aussi de la destruction pour consolider son pouvoir ; de l'autre, une partie de l'opposition de droite qui assimilait la libération à la destruction et a été vaincue. Face à ces deux camps se trouve le peuple iranien : un peuple qui aspire à la liberté, au pain et à la sécurité, refusant aussi bien la guerre étrangère que la tyrannie intérieure.

**Baqer Ebrahimzadeh [publié par l'Union des Fedayins du peuple d'Iran]**

## **Non à la guerre, non à la République islamique, non aux interventionnistes étrangers**

**18 juin 2026**

Sur les plans humain, social et économique, les principales victimes des guerres et conflits récents ont été le peuple iranien ; un peuple qui n'a ni déclenché cette guerre ni joué de rôle dans la prise de décision militaire et politique. Les attaques militaires américaines et israéliennes sur le sol iranien, comme toute guerre, ont fait peser le plus lourd tribut sur les épaules de la population ordinaire.

La mort et les blessures de milliers de personnes, la destruction de foyers, les dommages causés aux infrastructures économiques et aux services, la perte d'emplois, la propagation de la pauvreté et la hausse des prix, la pénurie de biens et de médicaments, les atteintes à l'environnement ainsi qu'une détresse psychologique généralisée ne sont que quelques-unes des conséquences de cette guerre d'agression pour des millions d'Iraniens.

Aujourd'hui, après des mois de bombardements, de destructions et de massacres, il est question d'un protocole d'accord entre les États-Unis d'Amérique et la République islamique d'Iran.

Selon les informations communiquées, ce protocole établit un cadre pour mettre fin aux affrontements militaires, réduire les tensions et entamer des négociations ultérieures ; toutefois, bon nombre de ses détails et de ses résultats finaux restent à préciser. Ce qui est clair pour l'instant, c'est que les deux parties ont cherché à éviter la poursuite d'une confrontation coûteuse et à créer les conditions propices à des négociations.

Du point de vue des consciences éveillées et averties, ainsi que des forces de gauche, pacifistes et opposées à la guerre, l'acquis le plus important de ce protocole dans la situation actuelle est qu'il réduit, du moins à court terme, le risque de poursuite des bombardements, d'extension du conflit et de nouvelles pertes humaines.

Mettre fin à la guerre est une nécessité humanitaire, et aucune force progressiste ne saurait défendre la poursuite des bombardements, la destruction des villes et le massacre de populations. Dans cette optique, tout accord susceptible d'éloigner le spectre de la guerre de la population mérite d'être soutenu et salué.

Mais la question fondamentale demeure : quelle est la place du peuple iranien dans ce protocole ? Cet accord conduira-t-il à la libération des prisonniers politiques, à la fin des arrestations massives, de la torture et des exécutions, à l'élimination des discriminations, à l'amélioration des conditions de vie et à l'élargissement des libertés politiques ?

Ou bien s'agit-il simplement d'un moyen de consolider l'ordre établi et de renforcer la position de l'État islamique ?

En réalité, la République islamique a démontré au cours des dernières décennies qu'elle n'a aucune volonté de résoudre les problèmes structurels de la société et que, en raison de sa nature politique et économique — marquée par la destruction et le pillage —, elle est incapable de répondre aux attentes de la majorité du peuple iranien.

La corruption structurelle, le pillage des ressources publiques, la suppression des libertés, la dégradation de l'environnement, les discriminations, la pauvreté et les inégalités sont le fruit de politiques qui dominent le pays depuis de nombreuses années.

Le conflit récent a également causé de lourds dommages à l'économie et aux infrastructures du pays.

La reconstruction après ces ravages nécessite des ressources financières considérables et une planification approfondie, perspectives qui semblent hors de portée dans le cadre des politiques actuelles de la République islamique.

Il est donc fort à craindre qu'une fois la crise militaire surmontée, le gouvernement, au lieu de répondre aux revendications de la population, ne s'engage dans la voie d'une centralisation accrue du pouvoir, d'une expansion de l'appareil sécuritaire et d'une intensification de la répression.

Parallèlement, il apparaît que la poursuite du conflit n'a profité à aucune des parties en présence. Le coût économique croissant de la guerre, l'instabilité des marchés mondiaux de l'énergie, l'opposition généralisée de l'opinion publique dans de nombreux pays et l'absence de soutien international à la poursuite des hostilités sont autant de facteurs ayant incité les dirigeants des États-Unis et du régime islamique à négocier.

En revanche, les objectifs affichés par les États-Unis et Israël — à savoir un changement de régime et une transformation fondamentale de la structure du pouvoir en Iran — n'ont pas été atteints, et la République islamique demeure au pouvoir.

En conséquence, dans la conjoncture actuelle, cette situation contribue avant tout à la survie de la République islamique.

Cependant, le peuple iranien ne se range ni du côté de la République islamique ni de celui des puissances étrangères agresseuses. Aujourd'hui, le peuple iranien fait face à trois fronts de pression et d'hostilité :

*Premièrement*, la République islamique et son appareil de répression, de corruption et de spoliation, qui s'opposent à la liberté, aux moyens de subsistance et à la vie même du peuple iranien.

*Deuxièmement*, les puissances étrangères agresseuses — en particulier les gouvernements américain et israélien — qui ont brisé la vie de millions d'Iraniens par la guerre, les sanctions et les interventions militaires.

*Troisièmement*, les forces inféodées aux puissances étrangères qui n'envisagent pas l'avenir de l'Iran selon la volonté du peuple, mais en s'appuyant sur des gouvernements étrangers ; elles cherchent à façonner le destin du pays avec le soutien d'acteurs étrangers et d'agresseurs, conformément aux intérêts de ces derniers, « d'en haut » et sans l'intervention du peuple.

L'issue à cette situation ne réside ni dans la guerre, ni dans les sanctions, ni dans une intervention étrangère, ni dans le maintien de la République islamique.

La seule voie possible est le développement des luttes indépendantes et organisées des travailleurs, des enseignants, des retraités, du personnel infirmier, des femmes, des étudiants, des jeunes sans emploi, des peuples opprimés et de toutes les couches défavorisées de la société.

La véritable paix ne se résume pas à la simple cessation des hostilités armées. La paix prend tout son sens lorsque le peuple jouit de la liberté, de la sécurité, du pain, du travail, d'un logement, de soins de santé, de l'éducation, d'une organisation indépendante et du droit à l'autodétermination.

Il est essentiel de saluer toute initiative susceptible de mettre fin à la guerre, de prévenir un massacre humain et d'éliminer la menace de bombardements et de destructions ; nous espérons qu'aucune nouvelle agression militaire ne sera perpétrée contre le peuple iranien.

La liberté et l'émancipation du peuple iranien ne peuvent être atteintes par une intervention étrangère, mais uniquement par le peuple iranien lui-même, grâce à sa lutte indépendante, organisée et consciente.

Le peuple iranien mérite un avenir où la liberté, l'égalité, la justice sociale et la souveraineté populaire se substituent à la tyrannie, à la guerre, à la pauvreté, à la discrimination et à la dépendance.

Non à la guerre. Non à l'occupation et à l'agression. Oui à la lutte indépendante du peuple pour la liberté, l'égalité et la justice sociale.

Dans l'espoir de voir la République islamique renversée par le peuple iranien et la souveraineté populaire instaurée sur son propre destin.

# L'accord entre le gouvernement américain et la République islamique ne signifie pas la fin définitive de la guerre

**18 juin 2026**

Avec la conclusion d'un accord-cadre entre le gouvernement américain et le régime de la République islamique d'Iran, le soir du dimanche 14 juin, pour mettre fin à la guerre, la situation tendue et délétère de « ni guerre ni paix » est entrée dans une nouvelle phase.

Selon certaines informations, la signature de l'accord par les deux principaux belligérants est prévue pour vendredi. Bien que le texte n'ait pas encore été rendu public, des sources bien informées indiquent que ses dispositions prévoient, dans un premier temps, la réouverture du détroit d'Ormuz à la navigation et la levée du blocus naval américain sur les ports du sud de l'Iran.

Si cet accord constitue une étape importante pour sortir de l'état de guerre et de l'incertitude du « ni guerre ni paix », il ne signifie pas pour autant la fin définitive du conflit.

Les points essentiels des négociations prévues pour les 60 prochains jours portent sur le règlement du dossier nucléaire de la République islamique — incluant le retrait de l'uranium enrichi à 60 % —, les modalités et le calendrier de la levée des sanctions économiques et du dégel des fonds iraniens, le sort des forces dites de l'« Axe de la Résistance », ainsi que la fin de la guerre et de l'occupation israéliennes au Liban.

En réalité, le document convenu entre le gouvernement américain et le régime de la République islamique — qui met l'accent sur l'ouverture des voies d'acheminement du pétrole et du gaz vers les marchés mondiaux — a certes ouvert la porte à des pourparlers sur les questions litigieuses, mais ne garantit pas la conclusion d'un accord définitif.

Des négociations complexes et ardues s'annoncent donc, au cours desquelles chaque camp tentera d'obtenir à la table des négociations ce qu'il n'a pas réussi à conquérir sur le champ de bataille.

Le gouvernement israélien, estimant que ce protocole d'accord ne s'aligne ni sur ses objectifs de guerre ni sur sa stratégie régionale, continuera sans aucun doute à saboter les négociations en usant de son influence sur la structure politique au pouvoir aux États-Unis.

En Iran, bien que la direction du Corps des gardiens de la révolution — en coordination avec Mojtaba Khamenei, le gouvernement et le Parlement, et dans le souci de préserver le système islamique — ait opté pour la voie du compromis et de l'entente avec les États-Unis, la faction conservatrice (« Paydari ») et certains fondamentalistes extrémistes continuent de prôner la guerre contre les États-Unis et Israël, et ne reculeront devant rien pour entraver le processus de négociation.

Par conséquent, malgré la conclusion de ce mémorandum, le risque d'une reprise des tensions militaires et de la guerre ne doit pas être ignoré.

Ce mémorandum est signé alors que les gouvernements américain et israélien n'ont pas réussi à atteindre leurs principaux objectifs dans cette guerre.

L'administration Trump, emboîtant le pas à Netanyahou et au Mossad, a précipité le déclenchement du conflit dans l'illusion qu'en éliminant Khamenei et un haut commandant des Gardiens de la révolution, la structure de la République islamique s'effondrerait.

Toutefois, contrairement à ses affirmations, l'administration Trump n'a atteint aucun de ses objectifs déclarés : changement de régime « par le haut », limitation de la puissance des missiles balistiques, démantèlement des installations nucléaires et retrait de l'uranium enrichi à 60 %, ou encore contrôle des ressources pétrolières et gazières et des voies navigables stratégiques au Moyen-Orient.

Non seulement cette guerre n'a pas permis de démontrer la puissance de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale ni de restaurer l'hégémonie déclinante de l'Amérique face à la Chine, mais elle a aussi mis en évidence, plus que jamais, les faiblesses, les limites et la confusion stratégique des États-Unis. L'administration Trump a même été prise totalement au dépourvu par les conséquences prévisibles de la fermeture du détroit d'Ormuz et des attaques aux missiles du régime islamique contre les installations pétrolières et gazières du Golfe.

Elle a dû justifier auprès de ses partisans la hausse des prix du pétrole et les milliards de dollars d'argent public engloutis dans le conflit. Les États-Unis n'ont réussi à rallier ni les gouvernements européens ni même les membres de l'OTAN. La guerre a renforcé la position de la Chine face aux États-Unis dans la compétition politique et géopolitique.

Malgré ces revers, la guerre s'est révélée extrêmement lucrative pour la classe dirigeante américaine et les milliardaires gravitant autour de Trump. Trump lui-même a personnellement tiré davantage profit de sa présidence que tous ses prédécesseurs réunis, sa fortune s'étant accrue de plusieurs milliards de dollars durant son mandat.

Les 500 personnes les plus riches du monde auraient vu leur fortune augmenter de 250 milliards de dollars en une seule journée, lorsque Trump a menacé l'Iran de génocide et de destruction de sa civilisation, avant de changer brusquement de cap et d'accepter un cessez-le-feu.

Le conflit a également été très rentable pour les fabricants d'armes, les entreprises et les industries de défense dont les intérêts sont liés à l'industrie de guerre. Par exemple, alors que les pays du Golfe subissaient des attaques de missiles et de drones de la part du régime islamique en raison de la guerre déclenchée par le président américain, une entreprise soutenue par les fils de Trump vendait des systèmes d'interception de drones à ces mêmes pays.

Les dirigeants du régime de la République islamique, qui ont défini leur objectif politique dans ce conflit comme étant la préservation et la survie du système islamique, présentent la conclusion de l'accord actuel comme une victoire décisive pour eux-mêmes.

Toutefois, si la République islamique a réussi à se maintenir, ce conflit a également mis en lumière ses limites stratégiques.

Il a démontré une fois de plus que les programmes nucléaires ainsi que le soutien financier et l'équipement des forces de ce que l'on appelle l'« axe de la résistance » dans la région — malgré le coût exorbitant imposé au peuple iranien, en particulier à la classe ouvrière et aux couches défavorisées de la société — n'ont pas conféré au régime islamique la capacité de dissuasion nécessaire ; preuve en est la perte de plusieurs échelons de dirigeants et de commandants lors des deux derniers conflits.

Même la question de l'insécurité et du contrôle du détroit d'Ormuz — qui a servi, durant cette période, de levier de pression économique et géopolitique pour la République islamique face aux États-Unis — pourrait, à moyen terme, se révéler être une arme à double tranchant si le blocus naval des ports du sud de l'Iran se prolongeait, perturbant ainsi les exportations de pétrole et les importations de biens essentiels.

Ces facteurs, tout comme la situation à Gaza, le processus de désarmement du Hezbollah au Liban ou les pressions exercées sur les Forces de mobilisation populaire pour qu'elles intègrent l'armée irakienne, indiquent que le mouvement de l'islam politique — et la République islamique en tant que principal bastion de ce mouvement au Moyen-Orient — ont fait leur temps, tant comme modèle de gouvernance que comme modèle de résistance face aux politiques et à l'influence des États-Unis et d'Israël dans la région.

Cependant, malgré les affirmations des dirigeants de la République islamique et leurs proclamations de victoire, la situation a été aggravée par plusieurs facteurs : les lourdes pertes et les coups durs subis par le régime, le renforcement des sanctions économiques, les séquelles du massacre de manifestants lors du soulèvement national de janvier, l'aggravation de la crise économique, la propagation du chômage et de l'inflation, l'envolée des prix ainsi que l'incapacité du régime à satisfaire les besoins fondamentaux de la population.

Ces éléments ont exacerbé la crise interne du pouvoir, laissant présager de sanglantes purges orchestrées par les Gardiens de la révolution.

Un régime dont l'économie menace de s'effondrer — sous la pression d'une crise structurelle qui s'aggrave, d'une corruption institutionnalisée, de sanctions accrues et d'un climat de guerre au sein de la société — devra également assumer les coûts considérables de la reconstruction et faire face aux attentes croissantes des travailleurs et de la population contestataire une fois la guerre définitivement terminée.

Ces facteurs ne feront qu'accentuer le fossé entre la République islamique, d'une part, et le peuple ainsi que les mouvements sociaux, d'autre part, tout en aggravant la crise de légitimité politique du régime.

La période d'après-guerre étant propice à une intensification de la lutte des classes, les travailleurs et les Iraniens épris de liberté ne céderont pas face à l'agressivité du gouvernement et aux méthodes fascistes des Gardiens de la révolution.

Certes, cette guerre impérialiste et réactionnaire a marginalisé le mouvement ouvrier ainsi que d'autres mouvements sociaux et contestataires ; de même, une partie de la classe moyenne — qui, influencée par la propagande de l'opposition bourgeoise, espérait voir le régime renversé par l'intervention des puissances impérialistes — a sombré dans le désespoir et la désillusion.

Toutefois, l'élément décisif réside dans le fait que la classe ouvrière iranienne, portée par une dynamique croissante de contestations et de grèves — particulièrement au cours des deux dernières décennies —, a acquis un niveau de conscience, une expérience pratique et des capacités organisationnelles qui n'ont pas été perdus malgré la guerre.

Forte de ces expériences et de ces acquis, la classe ouvrière fera son retour sur la scène politique nationale à travers ses mouvements de protestation et ses grèves.

**Parti Communiste-Ouvrier d'Iran**

## Déclaration sur le « mémorandum d'accord » entre le gouvernement américain et la République islamique

**18 juin 2026**

L'« accord » entre le gouvernement américain et le régime de la République islamique — signé par Trump et les « docteurs », et désormais rendu public dans ses quatorze articles — ne peut, au mieux, mener qu'à un retour à la situation antérieure au déclenchement de la guerre et à la fermeture du détroit d'Ormuz.

Cet accord ne traite pas des problèmes à l'origine du conflit et renvoie leur résolution à des négociations et des accords ultérieurs.

Les circonstances ayant conduit à cet accord résultent, d'une part, des limites et contraintes croissantes auxquelles se heurte le gouvernement américain pour poursuivre la guerre et en étendre la portée et, d'autre part, des lourdes pressions militaires, économiques et politiques que ce conflit a fait peser sur la République islamique, affaiblissant encore davantage sa position.

Sous l'effet de ces pressions — notamment avec l'élimination de Khamenei et des plus hauts dirigeants des Gardiens de la révolution —, la République islamique traverse une crise plus profonde et dispose de moins de pouvoir et de capacité pour poursuivre l'affrontement et faire supporter à la société le coût de la guerre.

La question fondamentale est désormais de savoir si les tensions et le conflit militaire prendront fin grâce à cet accord, voire grâce aux accords ultérieurs.

À un niveau spécifique, la réponse apparaîtra clairement à l'issue des négociations prévues sur une période de 60 jours. Toutefois, à un niveau plus général, l'hostilité envers l'Occident relève de l'identité stratégique de la République islamique.

Depuis son arrivée au pouvoir, ce régime a été l'un des principaux facteurs d'un climat d'hostilité, de tension et d'instabilité dans la région, en s'appuyant sur des politiques anti-occidentales et anti-américaines, en adoptant une position officielle prônant la destruction d'Israël, et surtout en apportant un soutien politique, financier et militaire à ses forces supplétives ainsi qu'à des groupes terroristes armés dans la région.

Ces politiques ne sont pas simplement tactiques ; elles font partie intégrante de l'identité idéologique et stratégique de la République islamique.

Les guerres de 12 et 39 jours s'inscrivent également dans la continuité de ces politiques belliqueuses et génératrices de tensions, auxquelles le régime s'est accroché pour préserver sa position et son identité régionales.

Par conséquent, tant que la République islamique restera au pouvoir, les accords temporaires et les cessez-le-feu partiels ne pourront signifier la fin de la crise et des tensions. Par conséquent, tant que la République islamique restera au pouvoir, le risque d'affrontements militaires, d'escalade des tensions régionales et de résurgence d'un climat de guerre perdurera.

Ce à quoi nous assistons aujourd'hui n'est pas la fin d'une crise, mais la poursuite d'un cycle devenu « guerre-négociation-guerre » ; un cycle qui trouve ses racines dans la nature politique et stratégique de la République islamique ainsi que dans les contradictions non résolues qui l'opposent aux puissances régionales et mondiales.

Ce qui déterminera le sort politique de l'Iran, ce n'est pas une guerre entre gouvernements, mais la lutte du peuple iranien pour mettre fin au règne criminel de la République islamique.

Le peuple transformera le moindre recul du gouvernement par rapport à sa stratégie anti-américaine et anti-israélienne en une offensive accrue contre la République islamique dans son ensemble.

La progression et la victoire des luttes de libération et de renversement menées par le peuple iranien mettront non seulement fin au cycle de guerre, de tension et d'insécurité, mais libéreront également la région et le monde de l'un des principaux foyers du terrorisme islamiste, de l'instabilité et des aventures belliqueuses du régime honteux de la République islamique.

L'enjeu majeur pour le peuple iranien n'est pas la forme que prennent les relations entre les gouvernements et la République islamique — qu'il s'agisse de guerre ou de négociation, d'hostilité ou d'accord — mais bien la nature même de l'établissement de telles relations.

Le peuple iranien exige que les gouvernements du monde entier cessent de reconnaître la République islamique comme son représentant et rompent leurs liens politiques, diplomatiques, militaires, culturels et sportifs avec ce régime inhumain.

La République islamique ne représente pas le peuple iranien ; c'est un gouvernement qui s'est opposé à la volonté et aux aspirations de la majorité des Iraniens en réprimant, emprisonnant, exécutant et discriminant ses citoyens, tout en les privant des droits humains les plus fondamentaux.

Reconnaître la République islamique comme le représentant de l'Iran revient à ignorer les luttes et les revendications de millions de personnes qui se battent pour la liberté, l'égalité et la dignité humaine.

Une fois terminée la période actuelle de guerre et d'hostilités, la lutte du peuple contre le gouvernement redeviendra l'axe central de l'évolution politique en Iran.

Il ne fait aucun doute que l'avenir de cette société sera déterminé par les luttes populaires pour la liberté et l'égalité.

La seule force capable d'ouvrir la voie à la liberté, à l'égalité, à la prospérité et à la dignité humaine en Iran, tout en créant des conditions plus propices à une paix durable dans la région, est le mouvement populaire — épris de liberté et d'égalité — qui vise à renverser la République islamique.

Nous appelons tous les peuples du monde ainsi que les gouvernements se réclamant de la démocratie et des droits humains à soutenir fermement les luttes du peuple iranien et du mouvement « Femme, Vie, Liberté » pour le renversement de la République islamique.

**« S'appuyant sur les thèses du Président Mao, il [Gonzalo] nous dit que le capitalisme bureaucratique a cinq caractères :**

**1) C'est le capitalisme bureaucratique c'est le capitalisme que l'impérialisme développe dans les pays arriérés et qui comprend les capitaux des grands propriétaires terriens, des grands banquiers et des magnats de la grande bourgeoisie.**

**2) Il exploite le prolétariat, la paysannerie et la petite bourgeoisie et limite la bourgeoisie moyenne.**

**3) Il passe par un processus qui fait que le capitalisme bureaucratique se combine avec le pouvoir de l'État et devient capitalisme monopoliste étatique, compradore et féodal ; il en découle qu'en un premier moment il se développe comme grand capital monopoliste non étatique, et en un deuxième moment – quand il se combine avec le pouvoir de l'État – il se développe comme capitalisme étatique.**

**4) Etant arrivé au plus haut degré de son développement, il fait mûrir les conditions pour la révolution démocratique ; et**

**5) Confisquer le capitalisme bureaucratique est la clé pour mener à bonne fin la révolution démocratique, et décisif pour passer à la révolution socialiste. »**

**Parti Communiste du Pérou : La révolution démocratique (1988)**

## La Gauche française et l'Iran : affirmer la subjectivité révolutionnaire, affirmer le matérialisme dialectique comme vision du monde

Il y a une chose fascinante à observer en France quand on se tourne vers ses forces politiques. Pour résumer, on peut dire que la Droite comprend la France, ou plutôt certains de ses aspects nationaux, mais n'a aucune perspective historique ; la Gauche, quant à elle, comprend l'Histoire mais ignore la France.

C'est tout à fait flagrant si on regarde la littérature. Les auteurs s'identifiant à la Droite écrivent bien, ils sont cultivés, mais ils ne comprennent rien au cours historique, depuis Honoré de Balzac jusqu'à Julien Gracq.

Les écrivains de gauche ont une vraie prise sur le réel, et des idées plus ou moins bonnes, mais ils sont déconnectés de la France : leur littérature est expérimentale, existentialiste et intellectualisante, d'Albert Camus à Annie Ernaux.

Cette faiblesse historique de la Gauche amène au souci suivant. Fondamentalement, la Gauche n'a pas produit l'équivalent de l'*Encyclopédie* des Lumières pour analyser le rôle historique de la bourgeoisie en l'inscrivant de manière matérialiste dialectique dans l'immense mouvement historique allant au Communisme.

C'est inversement ce qui rend précieux l'existence des sites *Matérialisme-dialectique* en France et de *Vive le maoïsme* en Belgique.

Ainsi, sans l'apport, sans le travail de ces sites, sans la science et la boussole du matérialisme dialectique, la Gauche française ne comprend finalement rien ni au monde ni à la France.

C'est malheureusement ce qui explique que la Gauche française ne se préoccupe pas de l'Iran, pays qui semble lointain, exotique, avec toujours des fantasmes orientalisant venant se plaquer sur son histoire.

Bien sûr, il serait injuste de dire qu'il n'y a personne pour parler ou proposer des choses sur la situation en Iran, mais on reste absolument révolté face au vide et à la nullité, quand ce n'est pas purement la lâcheté, des positions comme des silences.

La Gauche a besoin d'une mise à jour idéologique d'ampleur pour retrouver sa charge révolutionnaire et porter une idéologie en mesure de lever le drapeau de la culture et de la rupture. On a besoin de tracer une ligne rouge, d'assumer une fracture idéologique nette, *non pour prendre problème après problème de manière positiviste et radicale*, mais pour édifier une vision du monde révolutionnaire.

Le positivisme a d'ailleurs la manie de la hiérarchie, car on ne peut tout régler à la fois. Le positivisme acquiesce même parfois au matérialisme dialectique qui parle d'aspects principaux et d'aspects secondaires. Mais c'est pour faire de la thématique.

Il y aurait donc des thèmes plus importants que d'autres, et l'Iran n'est pas un thème important pour une grande partie de la gauche en France.

On comprend cela quand on voit ce que la Gauche fait de la question palestinienne. On commence à parler de l'Iran, puis on se retrouve à parler de la Palestine. C'est une sorte de manie pratiquement inévitable quand on discute avec une personne de gauche qui se prétend concernée par les questions internationales, mais qui n'a pas rompu avec le positivisme bourgeois.

Et même quand la Gauche en fait des tonnes sur la Palestine, c'est pour ne rien dire finalement. Quels sont les objectifs de la lutte armée ? Avec quels Palestiniens ? D'ailleurs qu'est-ce que la Palestine ? La Palestine se résume souvent à une récréation, une agitation pour mobiliser, quitte à laisser passer l'islamisme, quitte à laisser passer l'antisémitisme.

Quant à la référence au Front Populaire de Libération de la Palestine par une partie de la gauche de la Gauche, elle est risible, car systématiquement cette organisation nationale-révolutionnaire est présentée comme « marxiste-léniniste ». Ce n'est pas sérieux, voire c'est de la manipulation.

Mais le plus effrayant, c'est de trouver des gens pour répondre à ces questions n'importe comment. Alors on a soit un discours génocidaire décolonial visant les juifs « sionistes », qui pour prétendre à une justification condamne le génocide des Palestiniens à Gaza.

Ou bien on a un discours qui évite la question génocidaire pour se ranger derrière le « droit international » et l'arbitrage de puissances censées être chargées de protéger les uns ou les autres.

Ce sont des sales mentalités, des mentalités de voyous ou de suivistes, de gens qui ont le goût du sang dans la bouche ou qui cherchent à se vendre à telle ou telle puissance.

C'est une expression typiquement petite-bourgeoise dans l'agitation, l'irrationnel, la prétention.

Face à cela, il faut aider à polariser, à identifier la ligne rouge à suivre et la ligne noire à combattre. La question fondamentale que nous posons est celle de la contradiction interne comme contradiction principale, d'où découle notre postulat essentiel : ce sont les masses qui font l'Histoire.

C'est là le postulat dogmatique qui nous sépare fondamentalement de la Gauche légale, qu'elle se dise ou non révolutionnaire. C'est ce qui nous permet de comprendre ce qu'est la subjectivité révolutionnaire, comment la définir et comment la promouvoir, en rompant avec le matérialisme bourgeois.

Ainsi, sur l'Iran, sur la base de notre vision du monde l'enjeu n'est pas de savoir quel est l'État le plus fort, le camp le plus légitime ou le moins impérialiste, quelle puissance est l'agresseur. La question est : qu'est-ce que la société iranienne en elle-même ?

Il ne s'agit pas de nier les rapports internationaux entre puissances au sein du mode de production capitaliste en crise, mais de considérer que leur compréhension passe d'abord par l'analyse développée des contradictions internes.

Nous avons déjà eu l'occasion, dans un précédent numéro consacré au Kurdistan, de parler de la fameuse parabole de l'œuf et de la pierre que Mao Zedong avait donnée pour expliquer cette centralité des contradictions internes pour comprendre un phénomène (*De la contradiction*, 1937) :

(Imaginons que l'on couve un œuf et une pierre). « À une température appropriée, un œuf se transforme en poussin en raison de qualités internes précises, mais aucune température ne peut transformer une pierre en poussin. [...] Les causes externes sont la condition des changements, les causes internes en sont la base, et les causes externes n'agissent que par l'intermédiaire des causes internes. »

C'est le principe de la transformation. Le véritable enjeu, la clef de compréhension et d'action, c'est alors la capacité des masses iraniennes à devenir les sujets de leur propre histoire, participant ainsi au vaste mouvement historique général allant à la Révolution et au Communisme.

Nous opposons donc notre vision du monde matérialiste dialectique, prolétarienne et démocratique, à celle de la Gauche française qui reste bourgeoise et géopolitique, même lorsqu'elle se tourne éventuellement vers le matérialisme.

C'est à partir de ce critère que l'on peut interroger et analyser l'idéologie des principales branches de la Gauche légale et leur insuffisance face au matérialisme dialectique.

### **1. La « démocratie » sans la révolution : les sociaux-libéraux**

La Gauche issue du socialisme républicain libéral a une base idéologique solide mais obsolète en grande partie : le libéralisme des Lumières. Son analyse reste en conséquence systématiquement politique au sens strict.

L'agitation de cette Gauche a néanmoins été la plus active sur la question iranienne. Une personne comme Raphaël Glucksmann, abominable impérialiste européiste, a ainsi soutenu publiquement les mobilisations civiles en Iran, notamment celles du mouvement « Femmes, Vie, Liberté » et présenté la lutte populaire en Iran comme une lutte bourgeoise en faveur des libertés.

Dans cette perspective, il y a en quelque sorte une subjectivité « révolutionnaire », mais face à l'autoritarisme et l'obscurantisme religieux. La question de la lutte contre le semi-féodalisme est comprise mais sur une base libérale et fondamentalement bourgeoise. L'émancipation n'est pas sociale ou culturelle, totale en fait, mais simplement politique. C'est là la dimension obsolète et insuffisante.

Pour les sociaux-libéraux, la révolution s'arrête à la bourgeoisie. Un capitalisme libéral luttant contre le féodalisme et ses avatars suffit à occuper l'Histoire.

Cela contribue donc à détourner l'élan révolutionnaire vers le marécage du libéralisme bourgeois, sans remettre en cause le mode de production capitaliste et en luttant contre la vision du monde matérialiste dialectique, non sur le fond en fait, mais en tentant de repousser le futur ou en noircissant la Démocratie Populaire comme un dévouement du libéralisme qui serait plus « raisonnable » ou « jouable » à moyen terme.

Il s'agit pour simplifier de promouvoir la liberté de la presse, des élections libres, l'égalité juridique et notamment les droits des femmes et les libertés publiques selon la logique des Droits de l'homme et du citoyen. Le programme ne va pas au-delà bien sûr. On oppose un Iran libéral et bourgeois à un Iran autoritaire et semi-féodal.

Ces avancées seraient réelles et nécessaires bien sûr mais historiquement insuffisantes et se borneraient à un changement de régime, ce qui est d'ailleurs le fond de la propagande américaine et israélienne concernant leur guerre.

Les sociaux-libéraux sont donc condamnés à l'écartèlement entre leur soumission ou leur aveuglement sur l'impérialisme comme « mal nécessaire » au moteur de l'Histoire allant à la bourgeoisie, ou bien à rallier la Révolution en poussant leur programme d'émancipation politique vers l'émancipation sociale et à faire passer leur soutien à la subjectivité libérale prônant l'individualisme autonome, à une nouvelle subjectivité révolutionnaire collectiviste.

Sur le plan idéologique, c'est l'adversaire intellectuellement le plus redoutable et exigeant pour l'avant-garde révolutionnaire, le rempart le plus solide et douloureux à briser, d'autant qu'il détient dans un pays comme la France une hégémonie culturelle et politique très large.

## **2. La géopolitique sans sujet révolutionnaire : les Insoumis et le bruit du néant**

La France insoumise et Jean-Luc Mélenchon tentent de développer une extension soupçonneuse de cette vision libérale et bourgeoise du monde, structurée par la critique de l'impérialisme occidental.

La cohérence de leur idéologie est surtout historique-factuelle : elle rappelle le rôle épouvantable des États-Unis d'Amérique dans la liste sans fin de leurs interventions et agressions militaires, dans les logiques de domination économique et les déséquilibres du système international que les États bourgeois ont essayé de construire depuis la fin de la première guerre mondiale et surtout depuis le milieu du XXe siècle.

Dès lors, les contradictions internes aux sociétés, notamment celle des pays du Tiers Monde, la question notamment du semi-féodalisme, ne sont plus considérées comme centrales. Le renversement par rapport au matérialisme dialectique est même total.

La contradiction externe devient centrale, et l'impérialisme se réduit au camp des États-Unis au bout du compte.

Symétriquement, leurs adversaires « tiers-mondistes » deviennent quelque chose comme des alliés du « Socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle », comme si ces pays étaient sortis, ou même entendaient sortir du mode de production capitaliste.

Pourtant la France Insoumise prétend carrément que oui. Le Venezuela, Cuba, la Chine populaire, voire la république islamique ou même la Russie, ce ne serait plus, ou plus vraiment, ou peut-être plus vraiment des États entrés dans le capitalisme et pris dans la tempête de la crise et de l'impérialisme, mais des bastions « anti-impérialistes » car anti-américains et donc, par le secret d'une transition de l'égalité entre tout, les bases d'un « socialisme » à venir.

C'est la vieille lune du socialisme par le haut, de l'anti-impérialisme comme vecteur du socialisme et de l'État comme prince collectif et sujet principal de l'Histoire.

Il n'y a rien à sauver là-dedans, qui n'aille au populisme, et d'ailleurs Jean-Luc Mélenchon l'a ouvertement revendiqué, rien qui ne s'aligne sur la passion bourgeoise pour la « géopolitique » où ce sont les États et leur capacité de puissance qui feraient l'Histoire.

Sur l'Iran, il est parlé des mouvements populaires mais sans jamais s'y intéresser de manière fondamentale. Les masses iraniennes n'existent pas ici. Et l'analyse se porte systématiquement et principalement sur la géopolitique : la dénonciation des agresseurs américains et israéliens et de leurs crimes, la question des sanctions, les risques d'escalades régionales et la nécessité

promouvoir une implication multilatérale impliquant notamment des « puissances » tiers-mondistes répétées pouvoir « équilibrer » la superpuissance américaine, au rang desquels la France devrait se situer.

On pourrait se dire que c'est on fond une sorte d'ultra anti-impérialisme, mais ce serait pardonner le fait que la France Insoumise se montre incapable, au nom de cet anti-impérialisme de critiquer les tyrannies semi-féodales comme celle d'Amérique latine, d'Afrique ou d'Asie.

On peut même aller plus loin : pour Jean-Luc Mélenchon, une simple victoire électorale est censée faire de la France une sorte de puissance tiers-mondiste, dans une logique et selon un programme tendant au nationalisme-révolutionnaire de plus en plus ouvertement.

Cette pente glissante l'entraîne à nier devoir affronter la question du semi-féodalisme, à ne pas considérer que ce sont les masses qui font l'Histoire, et à penser que ce sont les appareils et les mouvements populistes visant à subjuguer l'État bourgeois sans le détruire et qu'au bout du compte, c'est par guerre populaire qu'il faut à tout prix éviter. Jean-Luc Mélenchon ne cache absolument pas sa peur et son rejet viscéral de la révolution, de la violence.

La France Insoumise, c'est en fait le style et le fond national-socialiste que le Rassemblement National n'arrive pas à construire idéologiquement et aussi clairement depuis la Droite.

Quand les Insoumis regardent l'Iran, c'est en sachant au fond qu'ils préparent en France une dictature nationale-révolutionnaire, populiste et expansionniste au motif de l'anti-américanisme comme seul anti-impérialisme, capable au fond de s'entendre avec le régime des mollahs, bien mieux en tout cas qu'avec un régime démocratique et populaire qui donnerait aux peuples du monde l'exemple de la lutte armée, de la collectivisation des moyens de production et de la vie quotidienne, et que l'émancipation est au bout du fusil.

C'est pourquoi le Palestinien fantasmé, cagoulé, présenté comme larmoyant et surtout sans contenu leur va bien mieux que l'Iranien levant le drapeau rouge de la Guerre Populaire et proclamant la Commune d'Ispahan, de Téhéran ou de Tabriz en faisant trembler la bourgeoisie sur la Terre entière.

Le premier est une abstraction de la violence révolutionnaire incapacitante et démontrant la nécessité de faire confiance à un État populiste « protégeant » le peuple, le second est la démonstration des capacités de rupture des masses écrivant l'Histoire les armes à la main sous la direction du Parti.

### **3. Les décoloniaux : les contradictions externes comme vision du monde.**

À première vue, les décoloniaux ne disent pas autre chose que ce que dit la France Insoumise. C'est-à-dire d'ailleurs qu'ils en disent peu et le moins possible. Mais ils s'appuient sur un corpus idéologique plus solide et différent du populisme opportuniste et socialisant de la France Insoumise.

Au fond, l'anti-américanisme comme anti-impérialisme et la promotion d'un multilatéralisme tiers-mondiste vaguement néo-gaulliste suffit à la France Insoumise.

Les mouvements décoloniaux, comme ceux issus des Indigènes de la République, ont une dimension plus intellectuelle et prétendent se doter d'une doctrine plus structurée. Leur anti-impérialisme prolonge sous certaines formes l'héritage du tiers-mondisme et des luttes anticoloniales, dans leur versant petit-bourgeois, à l'instar de mouvements comme le FLN algérien.

Leur apport principal, si on peut dire, consiste à rappeler la persistance des hiérarchies mondiales héritées de la colonisation, des asymétries entre Nord et Sud et des narratifs racialisés.

Leur raisonnement est cependant unilatéral sur l'impérialisme et place au second plan les contradictions internes aux sociétés issues de la colonisation impérialiste, ce qui est déjà un énorme problème, mais en plus, leur lecture est centrée sur les affects personnels. La subjectivité révolutionnaire est pour eux le produit réactif de la colonisation et du racisme colonial, et sa violence est le vecteur de sa puissance libératrice, non de manière universaliste, mais d'abord individuelle et communautaire.

On est là dans le jus des narratifs post-modernes typiquement universitaire petit-bourgeois dont la France a le secret, et qui après Ernesto « Che » Guevara a trouvé le Palestinien comme figure, sinon fétiche absolu du romantisme de son narratif.

La contradiction principale tend à être déplacée du terrain social vers celui des dominations globales, « systémiques », permettant ainsi à la petite bourgeoisie nationale de se victimiser en mettant en avant la question semi-coloniale externe et en taisant autant que possible la question semi-féodale interne. C'est-à-dire qu'on est dans l'inversion de ce que dit le matérialisme dialectique.

Les catégories centrales deviennent alors l'Occident, le Sud global, les peuples dominés ou les héritages coloniaux. Cette grille éclaire certains phénomènes, mais conduit aussi à masquer les contradictions internes et à perdre de vue le pouvoir démocratique des masses, pour ne penser que par la valeur supposée performative des affects anti-coloniaux qui seuls parviendraient à soulever les cœurs et à chasser l'impérialisme d'Iran.

C'est exactement ce que fait et veut le régime islamique, qui n'hésite pas d'ailleurs à diffuser largement des images de manifestations populaires festives et joyeuses, comme des mariages collectifs avec des femmes voilées et leurs maris sur des 4x4 Fath Safir (un constructeur militaro-industriel iranien) de couleur rose, avec armés jusqu'aux dents au milieu des miliciens des Gardiens de la Révolution.

Pour le régime, se poser en seul recours et protecteur par sa puissance militaire (ce que le régime appelle le *meydan*) des masses iraniennes qui seraient sans cela livrées à la colonisation occidentale, lui permet de neutraliser le soulèvement démocratique et la

guerre populaire qui pourrait émerger et mettre les masses au-devant de la scène.

Mais pour les décoloniaux comme pour le régime islamique, l'Iran n'apparaît plus d'abord comme une société traversée par des conflits sociaux et politiques internes, mais bien comme un espace soumis à une pression impériale extérieure et l'émancipation du premier dépend de la libération du second.

Les luttes démocratiques contre le régime sont alors nécessairement secondaires par rapport à la nécessité de résister à l'Occident et à son joug « colonial ».

En fait, les décoloniaux substituent ainsi à l'analyse des rapports sociaux une analyse fondée sur des identités collectives internes postulées comme relativement homogènes, au moins dans leur rapport objectif au colonialisme occidental. Or, les « Iraniens » ne constituent pas un bloc unique face à l'impérialisme, et seule la guerre populaire peut forger l'unité révolutionnaire en élevant la face des masses et du monde la figure de la subjectivité révolutionnaire, démocratique et populaire.

Les intérêts des dirigeants religieux, des travailleurs du pétrole, des étudiants de Téhéran, des femmes mobilisées ou des minorités périphériques sont profondément différents. La catégorie du peuple dominé, qui est exactement aligné à la propagande du régime, tend alors à effacer les antagonismes internes, la question du semi-féodalisme, mais aussi plus largement celle de la lutte des classes.

Une seconde difficulté réside dans le fait que les concepts forgés pour analyser des situations coloniales directes ne peuvent en réalité s'appliquer à des États comme l'Iran disposant eux-mêmes d'appareils de domination, et objectivement engagés dans le mode de production capitaliste comme État semi-féodal semi-colonial.

Le régime iranien n'est pas alors analysé comme un pouvoir exerçant sa propre domination et devient principalement un acteur confronté à l'impérialisme.

Alors, tout en partant d'un corpus idéologique différent, plus franchement anti-impérialiste, mais universitaire et théorique, les décoloniaux finissent ironiquement par dire exactement la même chose que la France Insoumise, alors même que celle-ci joue toujours plus ouvertement la carte du « nationalisme alternatif » et du populisme social pour justifier à la France une place impérialiste renouvelée par la gauche tiers-mondiste et anti-atlantiste.

#### **4. Ce dont nous avons besoin : agir en termes de guerre populaire mondiale**

Depuis la France, nous devons lutter contre notre propre impérialisme et contre notre propre État bourgeois. Notre soutien sans faille au peuple iranien vise à soutenir la guerre populaire comme seule issue révolutionnaire et émancipatrice pour les masses iraniennes.

Seules les masses iraniennes peuvent se libérer de l'effroyable tyrannie semi-féodale islamique, seules les masses iraniennes

peuvent s'affranchir du joug semi-colonial et briser l'impérialisme.

Sans guerre populaire, pas de défaite possible de l'impérialisme. Nous devons de toutes nos forces encourager le chemin vers cette direction pour aider les masses iraniennes à lever le drapeau rouge et le faire flotter sur le Borj-e Azadi, le grand monument à Téhéran.

Et cette leçon magistrale vaut pour nous aussi :

1. il faut placer l'idéologie matérialiste dialectique au poste de commandement,
2. il faut rompre avec les institutions, développer un style de vie portant haut la culture et la civilisation,
3. il faut regarder la perspective de la guerre populaire avec l'enthousiasme de la libération créatrice d'un nouvel Ordre, d'une nouvelle Humanité.

Voilà ce qui doit diriger l'action de l'avant-garde prolétarienne, en Iran comme en France (et en Belgique), pour développer la subjectivité révolutionnaire de notre époque.

L'actualité réelle en travail dans l'Histoire est la guerre populaire mondiale ; dans chaque pays une pensée-guide doit s'élaborer pour forger l'acier de l'avant-garde qui engagera les masses populaires dans l'affrontement révolutionnaire.

Le 21<sup>e</sup> siècle sera celui de la révolution mondiale et on peut compter sur la révolution iranienne pour apporter bientôt une puissante contribution ! ■